PALESTINE – SOLIDARITÉ
http://www.palestine-solidarite.org

Journal de Syrie

Dossier

N° 28 du 15.12.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :
http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/
http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/
b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com
c) sur le site de Robert Bibeau : http://www.robertbibeau.ca/palestine.html
d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm
NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Syrie, Libye - Comment la CIA provoque des 'révolutions' dans les pays qu'elle veut soumettre.

1 Dossier

1-1 Nihat Ali Ozcan : Le nouveau positionnement de la Turquie et les intérêts d'Israël.

1-2 Georges Corm : Quand la France et la Russie se chamaillent sur la Syrie.

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Simon de Beer : « Il faut qu'un Européen gouverne en Syrie ».

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

3-1 Louis Denghien : A défaut d'intervention… Sarkozy prépare la guerre civile en Syrie.

3-2 Jean-Michel Vernochet : Bachar El Assad, sur le volcan Proche-Oriental.

3-3 M-a patrizio : Chemins de Damas.

Tiré à part :
Syrie, Libye - Comment la CIA provoque des ’révolutions’ dans les pays qu’elle veut soumettre.
Syrie : c’est de la ville syrienne de Deraa, proche du plateau du Golan occupé par Israël qu’est partie l’insurrection armée déguisée en "manifestation pacifique".
L’exemple pris ici concerne la Syrie et la Libye, mais il s’applique partout. Bien sûr, il ne s’applique pas à la France, où c’est une autre technique qui a été utilisée. Il a suffit à la CIA de se démerder pour faire élire Sarkozy, un agent sioniste au service de l’impérialisme américain.

Le Sarkonazi est encore plus dangereux que Le Pen :

http://mai68.org/spip/spip.php?article1395

Comment s’y est-on pris pour faire élire Sarko :

http://mai68.org/spip/spip.php?article2533

Il est clair que l’impérialisme américano-sioniste veut soumettre la Syrie, qui est un pays allié au Hezbollah et à l’Iran, qui sont tous antisionistes.

Il faut bien remarquer que les émeutes survenues en Syrie proviennent à l’origine de villes proches d’Israël (essentiellement Deraa) et ont tout de suite été ultraviolentes avec des armes à feu, telles des kalachnikovs et même des RPG, que le gouvernement syrien a confisquées aux "manifestants pacifiques" qui cherchaient à le renverser. On a pu voir à la télé syrienne ces armes dangereuses confisquée aux "manifestants pacifiques".

Le principe des révolutions colorées montées par l'impérialisme américano-sioniste consiste à utiliser la violence quand nécessaire de façon à ce que le régime qu'ils veulent détruire soit obligé d'y répondre. Dans leur stratégie, il faut à tout prix qu'il y ait un mort dans le camp des "insurgés" afin de crier à l'assassin, à la dictature, etc.

Ensuite, cette insurrection commanditée par l'impérialisme dénoncera, à la face du monde et de la population du pays attaqué, que le régime qu'ils veulent abattre est ignoble, qu'il tire sur les "manifestants pacifiques". Ils joueront aussi sur le fait que, quelque soit le pays, rien n'est jamais parfait et qu'il y a toujours des revendications à satisfaire. Ils les reprendront à leur compte afin qu'une partie de la population se sente des points communs avec eux.

Partant de là, ils organiseront d'autres "manifs". Et ils le feront de telle façon qu'il y ait à nouveau des morts. Et plus il y aura de morts et plus la contestation grandira, et plus elle grandira et plus il y aura des morts, etc. selon le principe d'une boule de neige qu'on fait rouler sur le sol enneigé et qui grossit, qui grossit.

Et, si tout se passe bien, le régime finira par tomber.

Et si cela se passe mal, il faudra une intervention militaire extérieure comme en Libye actuellement.

Voici un article qui explique comment envahir un pays en donnant l'impression que c'est à sa demande :

http://mai68.org/spip/spip.php?article2461

Les révolutions colorées expliquées par un ancien agent de l'impérialisme :

http://mai68.org/spip/spip.php?article910

Il va de soit qu'en plus de ces techniques, la CIA n'hésite pas à acheter des proches du régime à abattre ou des militaires, etc. afin qu'ils trahissent ou fassent défection. Comme en Libye en ce moment-même.

Remarque : Il ne faut évidemment pas confondre les "révolutions" provoquées par l'impérialisme dans divers pays, et qui, dans le cas par exemple de la Libye, sont en fait des contre-révolutions, avec de vraies révolutions spontanées telles celles de Tunisie ou d'Égypte ou de Barhein ou d'ailleurs, et que l'impérialisme fait tout pour réprimer.

undi 12 septembre 2011, par do

http://mai68.org:80/spip/spip.php?article2532

---

1 Dossier
1-1 Nihat Ali Ozcan : Le nouveau positionnement de la Turquie et les intérêts d'Israël.
Nous assistons à des changements à multiples facettes déclenchés par le "printemps arabe". Des modifications d'équilibres et des structures étatiques affaiblies créent des risques pour certains et des opportunités pour d'autres.

1er décembre 2011

Nous nous intéressons surtout aux pays et aux situations séparément, mais pris dans leur ensemble, nous devons admettre que les évènements ont la capacité de produire des résultats beaucoup plus compliqués qu'à première vue.

Même si elles ne semblent pas concernées aujourd'hui, les relations turco-israéliennes reviennent sur le devant de la scène à un certain moment en tant que « question de diplomatie publique » plutôt qu'en termes de réalité politique parce que, à la lumière de l'évolution de la situation régionale, il y a des tendances significatives du cours des relations entre les deux pays qui ne correspondent pas aux déclarations officielles. J'aimerais attirer l'attention sur la manière dont le changement de nature des relations entre la Turquie et l'Iran d'une part, entre la Turquie et la Syrie d'autre part, sert les intérêts d'Israël.

De fait les développements dans la région créent de nouvelles opportunités.

La Turquie a mené une politique de plus en plus agressive vis-à-vis de la Syrie. Le gouvernement turc soutient un changement de régime en Syrie. A cette fin, il soutient aussi la montée en puissance de la coalition anti-syrienne naissante. A moins d'un miracle, le régime sera abattu au terme d'un délai plus ou moins long. La nouvelle ère qui s'ouvrira sera sans doute plus favorable aux intérêts israéliens qu'à ceux de la Turquie. Je vais expliquer pourquoi.

En Syrie, le changement de régime comme la consolidation de ce nouveau régime donneront à Israël une occasion d'exercer contre le Hezbollah une vengeance jusqu'alors différée. La période qui s'étendra de la destruction de l'ancien régime à la recherche d'une stabilisation d'un nouveau gouvernement dans le pays, signifiera un grand avantage stratégique pour Israël, parce que le Hezbollah sera isolé à la fois géographiquement et psychologiquement. Dit autrement, le Hezbollah perdra sa profondeur stratégique et ses avantages logistiques.

Notez qu'Israël, qui ne veut pas rater une telle occasion, se prépare à une nouvelle guerre depuis un certain temps. Pour ne pas répéter ses erreurs de 2006 dans la guerre contre le Hezbollah, Israël continue à tester son potentiel militaire à Gaza et améliore ses capacités techniques. Il est évident qu'Israël veut frapper le Hezbollah où ça fait mal grâce à l'expérience obtenue à Gaza. C'est un fait que les incertitudes qui suivront l'effondrement du régime syrien pourraient offrir cette occasion à Israël.

La même chose vaut pour le Hamas. Pour la direction du Hamas, un changement de régime en Syrie signifie perdre un « refuge » d'importance stratégique. Ce qui pourrait pousser le Hamas vers une ligne de réconciliation [avec l'OLP].

Par ailleurs, l'effondrement du régime syrien entraînera l'élimination de l'Iran de la région. L'Iran perdra son grand allié stratégique dans la région. De la sorte, israël serait en mesure de donner une nouvelle dimension à sa problématique profondeur stratégique.

La participation de la Turquie à la construction du système radar anti-missile de l'OTAN constitue un tournant dans sa position à l'égard de la question iranienne. Bien que la Turquie raconte tout autre chose à sa propre opinion publique, l'Iran et Israël ont très bien compris ce que cela signifie. Ce n'est pas une surprise si les généraux des Gardiens de la révolution ont menacé ouvertement la Turquie. Israël n'est plus la seule cible de l'Iran. La Turquie se trouve maintenant dans le camp d'Israël. Alors, même si Israël n'a toujours pas présenté d'excuses pour le Mavi Marmara, elle remerciera le moment venu la Turquie pour toutes ces contributions.

Nihat Ali Ozcan
Hurriyet, 1er décembre 2011.

Nihat Ali Ozcan est diplômé de l'académie militaire d'Ankara et de la faculté de droit d'Istanbul et a soutenu une thèse de doctorat sur le PKK (parti des travailleurs du Kurdistan). Il a quitté l'armée avec le grade de major en 1998.Il collabore actuellement avec un think-tank turc, le "Center for Foreign Policy and Peace Research".

Commentaire du Traducteur

Qui sortira gagnant d'une chute du régime syrien ?

Quand on s'intéresse à ce qui se passe en Syrie, on aimerait parfois lire dans le marc de café pour avoir une idée plus claire de ce qui va se passer : putsch, guerre civile, révolution, intervention militaire étrangère ?

Où on peut faire comme Nihat Ali Ozcan dans le journal turc Hurriyet et partir du postulat que la chute du régime syrien n'est qu'une question de temps mais que c'est un fait dores et déjà acquis

Et à partir de là, développer une analyse stratégique qui inclut l'ensemble des acteurs de la région, dont l'Iran, le Liban, les Etats Unis (avec l'OTAN) et l'entité sioniste.

Et en déduire la physionomie de la région après la disparition du régime baathiste. Il faudrait certes plus qu'une lecture dans le marc de café pour savoir si ce qui succèdera à l'actuel régime syrien sera plus démocratique et/ou plus égalitariste. Il est par contre beaucoup plus simple de comprendre qui sortira gagnant de l'actuel imbroglio politico-militaire dans lequel est plongé en ce moment la Turquie qui, après quelques hésitations, y a sauté à pieds joints.

Pour Nihat Ali Ozcan, le grand gagnant de cette affaire ne sera pas la Turquie, mais l'Etat sioniste. Parce que pour ce journaliste turc, en dépit de prises de position apparemment hostiles aux autorités de Tel Aviv, le gouvernement tuc s'est rangé dorénavant résolument dans le camp de l'entité sioniste qui va pouvoir essayer de neutraliser ses deux ennemis que sont le Hamas et le Hezbollah et acquérir cette profondeur stratégique qui lui fait tant défaut.

Cette profondeur étant représentée par le territoire syrien…

Je pensais personnellement que l'entité sioniste préférait l'actuel régime syrien à l'incertitude dangereuse que pourrait constituer un nouveau pouvoir à Damas. C'était sans doute vrai au départ, mais les choses ont changé et ce changement est dû à l'évolution de la position de la Turquie qui s'est repositionnée du côté de Tel Aviv.

Et ce repositionnement s'explique par un choix opéré par Ankara parmi ses différents intérêts contradictoires. Le choix d'Ankara a été de jouer la carte de mandataire de l'OTAN dans les troubles actuels en Syrie et donc du renforcement de son rôle dans l'alliance (ce qui ne signifie pas que la Turquie est disposée à intervenir militairement en Syrie). Avec l'agitation politique au Proche orient et les bruits de botte contre l'Iran, la Turquie qui a accepté d'accueillir le bouclier antimissiles de l'OTAN se positionne de fait comme le fer de lance d'une éventuelle attaque contre le régime de Téhéran.

Ces choix ont été correctement interprétés par Téhéran. Naïveté ou duplicité, le gouvernement turc ne semble pas comprendre pourquoi les autorités iraniennes considèrent que les installations de l'OTAN en Turquie sont désormais des cibles potentielles pour leurs forces armées.

Je penche personnellement pour la naïveté. Parce que le gouvernement Erdogan, quand il a accepté l'installation du bouclier anti-missile de l'OTAN et de jouer le redresseur de torts en Syrie n'a vu que les avantages qu'il pouvait en retirer : la réaffirmation et le renforcement du lien stratégique avec les USA dans lequel le statut de la Turquie est rehaussé et de nouvelles perspectives d'admission dans l'Union Européenne. Peu importe si cette dernière n'est sans doute qu'un leurre de plus, certains veulent encore y croire en Turquie (je me demande sur quelle planète ils vivent !)..

En attendant la Turquie, si elle est en partie européenne est quand même ancrée de plus en plus solidement en Asie. Et il semble bien que, si je comprends bien Nihat Ali Ozcan, quand l'entité sioniste gagne, la Turquie perd (où du moins ne gagne pas à la hauteur de sa mise).

Il semble bien que la Turquie a finalement choisi de continuer à supporter son fardeau sioniste.

Source et traduction de l'anglais :
http://mounadil.wordpress.com/2011/12/01/qui-sortira-gagnant-dune-chute-du-regime-syrienhttp://www.silviacattori.net/article2454.html

December 02,12

http://www.silviacattori.net/article2454.html

1-2 Georges Corm : Quand la France et la Russie se chamaillent sur la Syrie.
Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toute l'analyse des auteurs mais doit être vu comme information
Visite officielle de François Fillon ce vendredi en Russie.

Le Premier ministre a pu discuter avec Vladimir Poutine de leurs différences de conceptions sur l'épineux sujet des communautés religieuses opprimées au Moyen Orient.

La Russie n'a jamais été absente du Moyen-Orient, que ce soit sous le régime tsariste ou sous le régime bolchevique. Du temps des czars, ceux-ci étaient les protecteurs des communautés chrétiennes d'obédience grecque-orthodoxe ou églises dites « melkites », anciennement issue du patriarcat de Constantinople sous le règne de l'Empire romain d'Orient, devenu empire byzantin. Sous les Soviets, la Russie en révélant les tractations coloniales européennes pour le dépècement de l'Empire ottoman, est devenue une force anti-impérialiste majeure dans la région. Des dizaines de milliers de bourses étaient régulièrement attribuées à des étudiants de toutes les communautés religieuses (musulmanes et non musulmanes) au Proche-Orient pour étudier à Moscou, ce qui a facilité le développement des partis communistes locaux, force laïque majeure qui a imprégné diverses formes de nationalismes arabe.

L'effondrement du régime soviétique et les problèmes sociaux, économiques et politiques qui en ont résulté, ont amené à l'effacement provisoire de la Russie en Méditerranée, mais non à sa disparition.

Aujourd'hui les révoltes arabes ont remis en cause la stabilité apparente de nombreux régimes politiques, sans que l'on sache encore quelle direction elles vont prendre. Des interventions militaires, politiques et médiatiques assez massives des puissances européennes et des Etats-Unis tentent de se gagner et de s'attacher les nouveaux régimes ou ceux à venir. Dans ce jeu, le sort du régime syrien sera clé pour l'avenir de la région, car sa disparition signifierait la fin de l'axe syro-iranien et de son allié libanais du Hezbollah, que l'Occident considère comme hostile à ses intérêts et souhaite casser depuis plusieurs

années déjà. Or la Russie entretient de très bonnes relations avec cet axe, du fait même que celui-ci demeure le dernier verrou contre une main mise encore plus poussée du bloc atlantique sur la région.

Aussi, ne faut-il pas s'étonner des efforts russes depuis le début de la crise en Syrie pour faire dialoguer le régime avec les opposants. L'initiative de déléguer à Damas le patriarche de l'Eglise orthodoxe est dans la même ligne d'action. Elle vise aussi à montrer le soutien à la communauté chrétienne orthodoxe syrienne et aux autres communautés chrétiennes du Proche-Orient, et aussi que la Russie n'est pas insensible au danger qui les guetterait en cas d'une prise de pouvoir où le salafisme sunnite serait amené à jouer un rôle majeur. Le danger n'est pas totalement imaginaire, puisque diverses mouvances se réclamant de l'Islam sont redevenues actives dans différentes sociétés arabes, avec un soutien assez évident des Etats-Unis et de la Turquie. Pour la Russie, un Proche-Orient entièrement dominé par de nouveaux régimes qui seraient alignés sur la politique de l'OTAN représente une situation menaçante pour sa sécurité.

La position française est évidemment toute autre et elle a tendance à s'aligner sur celle des Etats-Unis. Ceci n'est pas étonnant, car la politique de la France est depuis 2005 une politique franchement atlantiste et non plus une politique méditerranéenne ou arabe, comme elle a pu l'être autrefois. La France « protectrice des Chrétiens d'Orient » n'a d'ailleurs été qu'un aimable mythe. Depuis le XVIe siècle, elle a eu une politique musulmane et non point une politique de protection de communautés religieuses. Cette protection a été un prétexte au XIXe siècle pour augmenter son influence et justifier ses ambitions coloniales sur le Liban et la Syrie, face à sa grande rivale, la Grande-Bretagne, devenue puissance navale méditerranéenne supérieure à celle de la France depuis l'échec de l'expédition de Bonaparte en Egypte. Cette politique donnait en plus un avantage à la France catholique sur l'Angleterre protestante dans leurs rivalités en Méditerranée, le protestantisme n'ayant commencé à se développer au Proche-Orient que vers la fin du XIXe siècle.

Cette rivalité féroce entre ces deux puissances européennes dans la région a eu d'ailleurs pour conséquence les massacres entre la communauté maronite sous haute influence française et celle des Druzes sous protection anglaise et ottomane au XIXe siècle (1840-1860). De plus, les promesses non tenues des puissances européennes, France et Angleterre en tête, vis-à-vis des Arméniens et des Grecs de l'Empire ottoman ont préparé le terrain aux massacres et déplacements forcés de population par l'armée turque que l'on connaît (1899-1905-1918-1919).

Faut-il rappeler aussi que depuis l'occupation israélienne de la Palestine, soutenue sans discontinuer par les Etats-Unis et l'Europe, le nombre de Chrétiens orientaux en Terre Sainte a été considérablement réduit alors que récemment, sous occupation américaine, une émigration massive de chrétiens d'Irak a eu lieu suite aux attentats contre des églises remplies de fidèles, sans que l'armée américaine occupante ne s'en soit même préoccupée.

En fait dans leur longue histoire, les communautés chrétiennes d'Orient, se sont d'autant mieux portées qu'elles n'ont pas été instrumentalisées par les puissances européennes. Aussi, le Vatican tout comme le patriarche de la communauté maronite récemment en visite à Paris, ont-ils bien raison de mettre en garde la France et les Etats de l'OTAN contre des politiques aussi peu nuancées dans leurs interventions, mais aussi contre cette politique permanente très déstabilisante de deux poids deux mesures dans les affaires du Proche-Orient. Depuis le temps des Croisades, mais surtout au cours des deux derniers siècles, l'histoire du Proche-Orient témoigne de ce que les communautés chrétiennes locales ont été fortement déstabilisées à chaque intervention externe de puissances européennes ou, plus récemment, des Etats-Unis.
Georges Corm est un homme politique, consultant économique et juriste libanais. Il est également ancien ministre des finances du Liban et professeur à l'Université Saint-Joseph de Beyrouth.

Il a écrit Le Proche-Orient éclaté 1956-2010, Folio/histoire, Gallimard, Paris, 2010.

Georges Corm :

20 novembre 2011 –

3 décembre

Atlantico

1-3 Ahmed Bensaada : Le double jeu de Recep Tayyip Erdogan.
Le rôle actif de la Turquie dans la déstabilisation du régime syrien et dans son aide inconditionnelle aux dissidents syriens se concrétise de jour en jour.
8 décembre 2011

L'appartement que j'avais loué pour mon séjour à Istanbul était juché au quatrième étage d'un vieux mais noble immeuble construit en haut de la colline de Galata. L'emplacement était stratégique : à quelques minutes de la célèbre place Taksim et de la bouillonnante et insomniaque avenue Istiklal. Mais le spectacle le plus saisissant s'offrait dès qu'on ouvrait la fenêtre d'une des chambres. D'un seul regard, il était possible d'embrasser tous les joyaux architecturaux du quartier Sultan Ahmet et de suivre la courbe de l'illustre Corne d'Or. En fin de journée, un éclairage particulier transformait le paysage en un tableau de maître orné d'innombrables minarets pointus et élancés vers le ciel. Il est vrai qu'Istanbul, poumon économique du pays, respire la prospérité et la réussite. À cheval entre l'Asie et l'Europe, cette ville est la vitrine d'une Turquie en pleine croissance.

Cependant, mon réel envoûtement par cette ville et ce pays a rapidement cédé la place à un scepticisme motivé par deux évènements révélateurs.

Le premier a eu lieu à ma première navigation sur Internet. Ayant reçu un courriel m'invitant à visionner une vidéo sur Youtube, quelle ne fût ma surprise de constater que l'accès à ce site était interdit par décision de justice depuis 2007. Le motif invoqué était : « diffusion de clips irrévérencieux à l'égard du fondateur de la République turque, Mustafa Kemal Ataturk » [1]. Il est vrai que cette interdiction a été levée en octobre 2010 [2] mais, en mars 2011, la plate-forme « Blogger » a été, elle aussi, bannie de la toile [3].

Le second évènement dont j'ai été témoin se déroula sur l'avenue Istiklal, une soirée de fin de semaine. Alors que l'artère vitale grouillait de monde, un homme légèrement éméché s'approcha de deux jeunes demoiselles, leur faisant des avances avec insistance, mais sans les toucher. La scène n'a pas échappé à deux hommes en civil (probablement des policiers) qui déambulaient parmi les badauds. Apostrophé manu militari, le malheureux essaya de se débattre tant bien que mal. Quelques dizaines de secondes plus tard, une fourgonnette de police arriva et l'individu fut tabassé en public et jeté comme une vulgaire marchandise à l'intérieur du véhicule. Après un moment de curiosité, les passants continuèrent leur promenade dans le brouhaha ambiant, comme si la scène à laquelle ils venaient d'assister était banale.

Serait-ce possible que cette indiscutable réussite économique n'ait pas été accompagnée par des progrès dans les domaines de la liberté d'expressions et les droits de la personne ?

Est-il pensable que l'arrivée au pouvoir des islamistes de l'AKP (Adalet ve Kalk ?nma Partisi ou Parti de la justice et du développement) puisse donner un remarquable élan à l'économie (11% de croissance au premier trimestre 2011 [4]) et être en retard sur les libertés fondamentales du citoyen ?

Erdogan, le Padishah

Recep Tayyip Erdogan, l'actuel premier ministre de la Turquie et président de l'AKP a été maire d'Istanbul de 1994 à 1998. À ce poste, il gagne le respect des Stambouliotes en améliorant considérablement les services (distribution d'eau et d'électricité) et en luttant contre la corruption, de sorte qu'il est surnommé le « Padishah » (sultan) de la ville [5] [6]. « Pour sa bonne gouvernance, notamment pour les travaux de rénovation urbaine qu'il a entrepris durant son mandat de maire d'Istanbul », il reçut une récompense du Programme des Nations unies pour les établissements humains [7].

Lors d'un meeting en 1998, Erdogan récita un poème jugé subversif et contraire à l'esprit laïque du kémalisme, l'idéologie fondatrice de la Turquie moderne de Mustafa Kemal Ataturk. En voici un extrait : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Cela lui a valu d'être destitué de sa fonction de maire et condamné à dix mois de prison (mais n'en accomplira que quatre) [8]. Il faut dire, qu'à ses débuts, Erdogan avait été le chef des jeunes du Milli Gorus, un mouvement islamiste turc antioccidental, nationaliste et théoriquement djihadiste [9].

Erdogan fonde l'AKP en 2001, parti qui remporte les élections législatives de 2002 auxquelles il ne peut participer à cause de sa condamnation. Cependant, la loi ayant changé, il réussit à se faire élire dans une élection complémentaire en 2003. Dès son arrivée au parlement, il est nommé Premier ministre et le restera pour trois mandats successifs.

À la tête de l'AKP et du gouvernement turc, le « Padishah » est crédité de nombreuses et importantes réformes, parmi lesquelles : l'autorisation de la langue kurde dans les médias, l'abaissement de l'âge d'éligibilité (de 30 à 25 ans), l'abolition de la peine de mort, etc. [10].

Cependant, depuis un certain temps, des voix discordantes se font entendre au sujet d'Erdogan et de son style de gouvernance. On n'hésite pas à mettre de l'avant son autoritarisme, ses attaques contre les journalistes [11] et la « poutinisation » du régime [12]. En fait, ce qui est remarquable chez ce chef charismatique est son excellente maîtrise du double jeu : l'art de prôner, selon les circonstances, une chose et son inverse.

Erdogan et les libertés fondamentales

Se faisant publiquement le chantre de la laïcité, de la démocratie et des libertés en Turquie, le bilan d'Erdogan laisse perplexe, c'est le moins qu'on puisse dire.

Deux articles parus il y a moins d'un mois donnent le la : « La démocratie turque en danger » [13] et « Le tournant liberticide turc » [14]. On y apprend que de nombreux journalistes et universitaires ont été poursuivis et emprisonnés pour avoir donné des conférences sur des sujets controversés de l'histoire ou de la politique turque. On peut y lire : « L'acharnement du pouvoir contre les médias indépendants osant aborder la situation kurde ou la domination de l'AKP est devenu grave, comme l'a souligné Reporters sans frontières dans un communiqué du 26 octobre » et aussi : « Depuis 2009, près de 8 000 personnes ont été arrêtées pour des faits d'exercice de la liberté d'expression. En cela, la Turquie d'Erdogan révèle son vrai visage, celui d'un pouvoir qui a de moins en moins à envier au régime des généraux des années 1980. Rien à voir en tout cas avec la démocratie islamique tant vantée ces dernières semaines ».

L'ouverture d'un procès, le 22 novembre 2011, contre les deux célèbres journalistes Nedim Sener (lauréat 2010 de l'Institut international de la presse) et Ahmet Sik a vu la mobilisation d'environ 200 journalistes et défenseurs des droits de l'homme, réclamant leur libération. Les deux journalistes sont accusés d'avoir œuvré dans la branche média du réseau « Ergenekon », organisation soupçonnée de préparer un coup d'état militaire contre le gouvernement d'Erdogan. Il est à noter que N. Sener a publié

un livre sur le meurtre d'un journaliste dans lequel il critiquait l'enquête de la police. Ahmet Sik, quant à lui, a vu ses brouillons être saisis sur ordre du tribunal : il travaillait sur un essai portant sur l'infiltration de la police par les milieux islamistes. Alain Franchon, journaliste et directeur éditorial du Monde, commente ainsi l'affaire : « Avec d'autres, Sik et Sener ont mené des enquêtes qui embarrassent le gouvernement : corruption, affaires, pénétration de la police par des militants islamistes. Ils gênent. Comme des dizaines d'autres journalistes eux aussi emprisonnés, à l'heure où le pouvoir mène une campagne d'intimidation contre tous ceux qui osent le critiquer » [15].

À ce sujet, Johann Bihr de Reporter sans frontières (RSF) a déclaré que « quelque 70 journalistes sont actuellement emprisonnés en Turquie, dont au moins 15 ou 20 pour leur activité journalistique » [16].

D'ailleurs, le classement mondial RSF 2010 place la Turquie à une position peu enviable en matière de liberté d'expression : 138e sur 178. Elle se classe loin derrière des pays qui ne connaissent pas le boom économique turc tels que la Tanzanie (41e), le Burkina Faso (49e) ou le Sénégal (93e). Considéré comme un « pays sous surveillance » dans la catégorie « Ennemis d'Internet », RSF explique le mauvais rang de la Turquie « par la multiplication frénétique des poursuites, incarcérations, condamnations de journalistes. Parmi eux, nombre de médias et de professionnels, soit kurdes, soit abordant la question kurde » [17].

Finalement, la consultation des rapports annuels de l'Human Rights Association montre que le nombre de cas de torture et de mauvais traitements en Turquie est passé de 876 en 2002 (date de l'accession au pouvoir de l'AKP) à 1835 en 2009 (soit plus du double) [18].

Erdogan et Israël

Lorsqu'en 2009 Erdogan quitta en colère un débat public avec le président israélien à Davos, il est instantanément devenu le héros des arabes et des musulmans. Je lui ai même personnellement consacré un article élogieux, vantant la témérité et la bravoure de son coup d'éclat en faveur du peuple palestinien qui venait de vivre le massacre de Gaza par l'armée israélienne [19]. Par la suite, l'épisode de la Flottille de la liberté qui a coûté la vie à neuf citoyens turcs en mai 2010 a envenimé les relations entre les deux pays et un état de quasi rupture des relations diplomatiques est actuellement en vigueur.

Mais qu'en est-il vraiment des relations entre Erdogan et l'état sioniste ?

En fait, la position d'Erdogan à l'égard d'Israël était claire dès son accession au pouvoir. Contrairement à son prédécesseur islamiste Necmettin Erbakan, il ne contestait pas l'alliance de son pays avec Israël [20]. Rappelons qu'en 1996, Erbakan avait refusé de ratifier un accord de coopération avec Jérusalem et tenta de suspendre des manœuvres navales turco-israélienne, contre l'avis de ses militaires.

La reconnaissance d'Israël par la Turquie ne date pas d'hier. C'est même le premier pays musulman à l'avoir fait dès 1949, ce qui fait dire à Noémie Grynberg : « …depuis près de 60 ans, les deux pays entretiennent des relations diplomatiques et coopèrent dans de nombreux domaines. Israël et la Turquie partagent beaucoup d'intérêts communs : économique, énergétique, stratégique, militaire, politique » [21].

Quant à Erdogan, il a largement favorisé et dynamisé les relations entre les deux pays. Entre 2002 et 2009, la plupart des groupes israéliens renforcent leur présence en Turquie et les contrats bilatéraux atteignent 2,5 milliards de dollars. En parallèle, l'armée israélienne a activement contribué à la modernisation des forces armées turques, en particulier l'aviation [22].

D'autres « incongruités » sont à signaler dans la politique turque actuelle vis à vis d'Israël. La première, médiatisée, concerne l'acceptation en octobre 2011 de l'aide israélienne lors du récent séisme qui a touché la région turque de Van. La seconde, passée sous silence, est en relation avec l'incendie du

Carmel, en Israël. La Turquie avait envoyé deux avions pour lutter contre l'incendie en décembre 2010, alors que les relations « officielles » étaient au plus bas [23].

Mais le geste qui réjouit probablement le plus Israël est l'acceptation par la Turquie d'accueillir l'installation antimissile américaine que l'OTAN va déployer dans le territoire turc pour contrecarrer les éventuelles attaques iraniennes [24]. En plus, selon le journal turc Hurriyet, les données recueillies par les radars seront directement transmises aux Israéliens, décision qui a enchanté Ehoud Barak, ministre israélien de la défense : « La Turquie n'est pas en train de devenir un ennemi d'Israël » a-t-il déclaré.

Sur ce même sujet, un haut responsable américain a reconnu que « le déploiement du bouclier antimissile est la plus grande coopération entre la Turquie et les États-Unis au cours des vingt dernières années » [25]. Le récent déploiement de drones américains Predator en Turquie et la vente imminente d'hélicoptères d'attaque pour lutter contre les séparatistes kurdes du PKK (Partiya Karkerên Kurdistan ou Parti des travailleurs du Kurdistan) [26] est certainement une forme de remerciement pour la collaboration turque dans le dossier du bouclier antimissile.

Cette décision a fait bondir aussi bien l'Iran que la Russie. Le premier a prévenu qu'elle attaquerait les installations turques en cas de menace [27]. La seconde a déclaré qu'elle songeait à déployer ses missiles vers le site antimissile turc [28].

La politique turque du « zéro problème avec nos voisins » vient d'en prendre un sacré coup. Et ce n'est pas le seul.

Erdogan et le néo-ottomanisme

En créant la Turquie moderne, Mustafa Kemal Ataturk a non seulement enterré l'empire Ottoman, mais a aussi tourné le dos au Moyen-Orient. « Messieurs et citoyens !... Sachez bien que la République turque ne peut pas être le pays des cheikhs, des derviches, des disciples, des adeptes. Le chemin le plus droit est celui de la civilisation » disait-il.

Cette situation à prévalu avec tous ses successeurs et s'est poursuivie jusqu'à la prise du pouvoir par l'AKP qui va opter pour un repositionnement géostratégique, mais sans jamais renoncer au rêve de voir un jour la Turquie faire partie de l'Union Européenne. L'esclandre d'Erdogan à Davos en est certainement un acte hautement symbolique mais probablement aussi un geste médiatique à saveur populiste. Ce revirement turc vers les pays de l'ancien empire Ottoman s'explique par le fiasco du panarabisme, « la faiblesse du bloc arabe qui se dispute le leadership (Égypte, Arabie saoudite et Syrie), l'échec du projet US du grand Moyen-Orient remodelé, la quasi inexistence de l'Europe dans la région et les difficultés actuelles du régime iranien » [29].

Le changement de cap de la politique étrangère de la Turquie a été initié par Erdogan, mais s'est accéléré avec la venue d'Ahmet Davutoglu, un universitaire très respecté, nommé ministre des Affaires étrangères en mai 2009. Surnommé « Mr. Zero Problems » par la presse anglophone, il prône la doctrine de « zéro problème » avec son voisinage proche. Cette politique d'ouverture vers le monde arabo-musulman nommée « néo-ottomanisme » marque un changement considérable par rapport à l'idéologie kémaliste.

La récente participation de la Turquie à un forum arabo-turc organisé au Maroc, en marge d'une réunion de la Ligue arabe consacrée à la Syrie, en est une illustration.

Pourtant, en plus d'avoir des relations privilégiées avec les États-Unis, la Turquie est membre de l'OTAN, du Conseil de l'Europe et frappe toujours à la porte de l'Union Européenne. D'ailleurs, n'avait-il pas cité Ataturk, en 2002, le soir même de la première victoire de l'AKP [30] ?

Erdogan et le « printemps arabe »

C’est probablement une application éclairée de la politique « zéro problème » avec les voisins qui a motivée la relative indifférence d’Erdogan au commencement des révoltes de la rue arabe. En effet, ce n’est que le premier février 2011, entre le départ de Ben Ali et celui de Moubarak, qu’il a apporté son soutien aux manifestants arabes. Quelques jours plus tard, il atténua cette timide déclaration en « affirmant qu’il n’avait pas non plus l’intention de s’immiscer dans les affaires intérieures des pays arabes » [31].

Même son implication dans la guerre civile libyenne fut précédée d’une longue hésitation, mais il finit pas « suivre » la France et la Grande-Bretagne [32].

Cette hésitation est compréhensible car les échanges avec ce pays étaient si importants que 26 000 turcs y étaient présents. Mais une autre raison, plus « sentimentale » celle-là, peut être avancée : le 1er décembre 2010, il a reçu, à Tripoli, le prix Kadhafi des droits de l’homme décerné par le colonel Kadhafi, soit quelques mois à peine avant l’engagement de la Turquie en faveur des rebelles du Conseil national de transition libyen (CNT) qui ont fini par assassiner sauvagement le « guide » libyen [33].

Le 3 juillet 2011, le chef de la diplomatie turque, M. Ahmet Davutoglu, reconnaissait le CNT, lui offrit un prêt de 100 millions de dollars et prit le contrôle de la banque turco-libyenne A&T Bank dont la Libyan Foreign Bank possède environ les 2/3 des parts. « Mr. Zero Problems » venait d’enterrer une seconde fois sa politique de « bon voisinage ».

Pragmatique et soucieux de maintenir un taux de croissance dans les deux chiffres, Erdogan effectua, entre le 12 et 16 septembre, un voyage dans les pays du « printemps arabe » : l’Égypte, la Tunisie et la Libye. Il était accompagné d’une imposante délégation composée de 280 hommes d’affaires, sept ministres et de nombreux conseillers. Sans états d’âme, le néo-ottomanisme passe nécessairement par le « business » [34].

L’implication de la Turquie dans les évènements syriens est autrement plus épineuse car, dans ce cas, il s’agit d’un réel « voisin » avec lequel il partage une frontière, une histoire et un contentieux territorial.

Le rapprochement entre la Syrie et la Turquie s’est matérialisé en 2004 lors d’une visite officielle de Bachar El-Assad qu’Erdogan considérait, jusqu’à naguère, comme un ami personnel. Cette visite fut suivie par la signature, en septembre 2009, d’un accord de coopération bilatérale et l’institution d’un Conseil de coopération stratégique [35]. Le conflit territorial concernant la province du Hatay, actuellement sous domination turque mais revendiqué par la Syrie, a constitué la pomme de discorde entre les deux pays. Ironie du sort, c’est dans cette province que quelques milliers de réfugiés syriens sont actuellement cantonnés, sous protection turque.

Comme dans le cas libyen, la décision de rompre le dialogue et de soutenir les insurgés contre le régime en place n’est pas venue naturellement. Elle a été prise le 21 septembre 2011, aux États-Unis, à l’issue d’un entretien avec le président Obama et en « coordination » avec l’administration américaine. Moins d’un mois après, Davutoglu rencontra officiellement à Istanbul le Conseil national syrien (CNS), organisme représentant les différentes sensibilités de l’opposition syrienne qui compte dans ses rangs des Kurdes syriens [36]. Étrange partition que joue « Mr. Zero Problems », hébergeant des Kurdes syriens « révoltés » contre le gouvernement syrien et bombardant, pendant une bonne partie de l’été dernier, les Kurdes du PKK « révoltés » contre le gouvernement turc !

Le rôle actif de la Turquie dans la déstabilisation du régime syrien et dans son aide inconditionnelle aux dissidents syriens se concrétise de jour en jour. Comme une intervention de l’OTAN sous l’égide de l’ONU n’est pas envisageable à cause des vetos russe et chinois, une autre solution est en préparation. En effet, des officiers français de la DGSE (Direction générale de la sécurité extérieure) et britanniques du MI6 (Service de renseignements extérieurs) sont actuellement en Turquie, dans la région frontalière avec la Syrie, pour former les premiers contingents de l’Armée syrienne libre à la guérilla urbaine.

D'autre part, les trafics d'armes aux frontières de la Syrie sont tolérés, voire favorisés par les Français et les Turcs [37].

Il est clair qu'Erdogan a mené son pays sur la voie de la prospérité économique et lui a donné une indéniable importance géostratégique. Cependant, force est d'admettre que cela n'a pu se faire qu'en pratiquant une politique de « double jeu ». Prôner la liberté d'expression et persécuter les journalistes ; se lancer dans des diatribes contre Israël et continuer, en catimini, à commercer avec ce pays ; prêcher une politique de « bon voisinage » et œuvrer dans la déstabilisation des voisins ; se proclamer néo-ottomaniste et continuer à être kémaliste ; se tourner vers l'Orient tout en gardant des relations privilégiées avec l'Occident (en particulier les États-Unis, la France et la Grande Bretagne) ; considérer les autocrates arabes comme des amis et accepter leurs prix tout en n'hésitant pas à les laisser tomber lorsque le moment de choisir son camp se fait sentir.

Est-ce de la clairvoyance, du réalisme politique ou de l'opportunisme ? Je vous laisse le soin d'en tirer les conclusions.

Au fait, j'ai omis de vous dire que mon voyage sur les rives du Bosphore s'est très bien déroulé. La Turquie est réellement un beau pays et, en ce temps, même les boules de cristal les plus omniscientes ne pouvaient prédire ce fameux « printemps arabe ».

Source :
http://www.ahmedbensaada.com/index.php ?option=com_content&view=article&id=144 :le-double-jeu-de-recep-tayyip-erdogan&catid=37 :societe&Itemid=75

[1] Tom Zeller Jr, « YouTube Banned in Turkey After Insults to Ataturk », The New York Times, 7 mars 2007.

[2] AFP, « YouTube bientôt accessible en Turquie », Le Figaro.fr, 30 octobre 2010.

[3] Le Monde.fr, « La plate-forme Blogger bloquée en Turquie ».

[4] AFP, « Turquie : croissance de 11% au T1 », Le Figaro.fr, 30 juin 2011.

[5] Élections en Europe, « Recep Tayyip Erdogan - Biographie », 29 mai 2011.

[6] Sophie Shihab, « Erdogan, l'homme du nouvel ordre turc », Le Monde.fr, 11 novembre 2011.

[7] ONU-Habitat, Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humain, Rapport du Directeur exécutif, « Activités du Programme des Nations Unies pour les établissements humains », 21 janvier 2011.

[8] Etienne Copeaux, « Erdogan destitué et incarcéré », Esquisses sur la Turquie des années 90, 10 octobre 2011.

[9] Voir note 6

[10] Voir note 5

[11] Le Monde.fr, « Forces et faiblesses de l'AKP de Recep Tayyip Erdogan », 12 juin 2011.

[12] Voir note 6

[13] Ali Bayramoglu, « La démocratie turque en danger », Le Monde.fr, 11 novembre 2011.

[14] Hamit Bozarslan, Vincent Duclert et Ferhat Taylan, « Le tournant liberticide turc », Le Monde.fr, 11 novembre 2011.

[15] Alain Franchon, « Les tribulations d'un Turc dans le monde arabe », Le Monde.fr, 23 septembre 2011.

[16] AFP, « Turquie : début du procès de deux journalistes jugés pour complot », L'Express.fr, 22 novembre 2011.

[17] Reporters sans frontières, « Classement mondial 2010 ».

[18] Human Rights Association, « 1999-2009 comparative summary table », Human Right Violation in Turkey.

[19] Ahmed Bensaada, « La valse à quatre temps de Amr Moussa ou l'évanescence de l'arabité politique », Le Quotidien d'Oran, 12 février 2009.

[20] L'Express.fr, « L'étrange M. Erdogan », 7 novembre 2002.

[21] Noémie Grynberg, « Tayyip Erdogan : la Turquie laïque deviendrait-elle islamiste ? », Noémie Grynberg.com.

[22] Michel Gurfinkiel, « Turquie-Israël/ De l'alliance à la confrontation », Michel Gurfinkiel.com, 6 juin 2010.

[23] Gérard Fredj, « Turquie - Israël : l'aide humanitaire aux cotés de ses ennemis », Israël Infos, 27 octobre 2011.

[24] Voir note 15

[25] Infos d'Almanar, « Presse turque : la data du bouclier anti-missile sera transmise à…Israël », 8 octobre 2011.

[26] Institut Kurde de Paris, « Des drones américains basés en Irak repositionnés en Turquie », 14 novembre 2011.

[27] AFP, « L'Iran, si menacé, prendra pour cible la Turquie », Lalibre.be, 26 novembre 2011.

[28] Le Nouvel Observateur, « Medvedev : la Russie pourrait déployer ses missiles en réaction à la stratégie américaine en Europe », 23 novembre 2011.

[29] Jean-Baptiste Beauchard, « La Turquie ou le retour de l'Empire ottoman au Proche-Orient », Alliance Géostratégique, 15 mars 2010.

[30] Voir note 20

[31] Jean Marcoux, « L'expérience turque de transition politique, un modèle pour l'Égypte post-Moubarak ? », LeJMed.fr, 12 février 2011.

[32] Voir note 15

[33] Daniel Pipes, « Erdogan accepte "le prix international Al-Kadhafi pour les droits de l'homme" », Daniel Pipes.com, 28 février 2011.

[34] Joséphine Dedet, « Printemps arabe : Erdogan superstar », Jeune Afrique, 21 septembre 2011.

[35] Voir note 29

[36] AFP, « La Turquie a rencontré officiellement le Conseil national syrien », L'Express.fr, 18 octobre 2011.

[37] Claude Angeli, « Une intervention limitée préparée par l'OTAN en Syrie », Le Canard Enchaîné, 23 novembre 2011.

Ahmed Bensaada, Montréal (Canada)
7 décembre 2011.

http://www.silviacattori.net:80/article2485.html

Ahmed Bensaada, Montréal (Canada)
7 décembre 2011.

1-4 Les révolutionnaires turcs avec la Syrie de Bachar.
Communiqué du Front populaire de Turquie (Halk Cephesi) à propos de la Syrie et du rôle criminel joué par le gouvernement AKP.
A NOTRE PEUPLE! A TOUS LES PEUPLES DU MONDE!

L'impérialisme recourt au mensonge et à l'intimidation pour envahir la Syrie!

Les sanctions votées par les serviteurs des États-Unis n'ont aucune légitimité!

L'agression visant la Syrie est une attaque contre l'ensemble du Moyen-Orient et des peuples du monde !

Le 27 novembre, 19 des 21 États membres asservis à l'impérialisme de la Ligue arabe ont décidé d'adopter des sanctions économiques contre la Syrie.
Le ministre (turc NDT) des affaires étrangères et porte-parole de ses serviteurs américains Ahmet Davutoglu a déclaré soutenir cette décision de la Ligue arabe en affirmant qu'il fallait que « nous travaillons (sic) de toutes nos forces pour mettre un terme à l'oppression du régime syrien contre son peuple ».

La décision prise conjointement par les États serviles du Moyen-Orient et le pouvoir AKP nest pas celle des peuples de Turquie. Elle résulte de décisions prises par l'impérialisme américain et européen et dictées à leurs serviteurs.

Ces sanctions qui consistent à priver le peuple syrien de produits de première nécessité tels que les ressources énergétiques, les médicaments et la nourriture visent à condamner le peuple à la famine, aux épidémies et à la mort.

Des mesures semblables avaient été imposées au peuple irakien, entraînant la mort de 500.000 enfants.

Officiellement, les impérialistes souhaitent une « démocratisation » et des « réformes » dans une Syrie gouvernée par le « dictateur » El-Assad. En réalité, ils souhaitent que le gouvernement syrien se plie à l'ordre mondial américain et que la Syrie devienne un État néocolonial.
Les impérialistes et leurs collaborateurs, assassins des peuples du monde, y compris de leurs propres peuples, n'ont aucune leçon à donner à la Syrie. Leurs exigences concernant la Syrie na donc aucune légitimité.

La demande faite à la Syrie par des régimes réactionnaires et fascistes qui dans leurs propres pays n'appliquent pas même le « D » de la démocratie n'est qu'imposture et ineptie.

Il est intéressant de constater que les pressions anti-syriennes viennent surtout du gouvernement collabo d'Erdogan qui a fait de notre pays le centre de commandes des agressions et des conspirations contre les peuples.

Hier encore, l'administration Erdogan parrainait des conférences avec de prétendus « opposants » et « rebelles » libyens qui n'étaient en réalité que leurs agents et dont l'objectif était de planifier des attaques et des massacres. Aujourd'hui, ils font de même avec de prétendus « opposants » et « rebelles » syriens.
Les impérialistes sèment aujourd'hui le chaos en Syrie en assassinant des centaines de personnes par l'intermédiaire de leurs agents et de leurs mercenaires. Comme en Libye, ils arment des collabos qui sont chargés de semer la terreur. Ensuite, ils se plaignent de manière démagogique du « sang versé ».
L'impérialisme et ses nervis sont ainsi les seuls responsables pour chaque goutte de sang versée en Syrie. Nous voyons aujourd'hui que les prétendus « opposants » qui ne sont que de vulgaires collabos sont armés, structurés et formés par les impérialistes et leurs États satellitaires. Ceux que l'on nomme « l'Armée syrienne libre » ne sont rien d'autre qu'une organisation de mercenaires et d'agents à la solde des États-Unis, de la France et de l'Angleterre.
Sous prétexte du « sang versé » et de « crimes contre humanité, ils veulent soumettre la Syrie.

Les plaignants sont les impérialistes qui ont fait de notre planète une marée de sang, ces messieurs dont l'avidité est une caractéristique de leur nature colonialiste et qui convoient honteusement les richesses des pays souverains. Là où ils fourrent leur nez, ils sèment la mort, la faim, la misère et la décadence.

Ces ennemis des peuples sont les seuls responsables de la situation en Syrie.

Peuples de Turquie, peuples du monde

Au moment où il accuse El-Assad d'opprimer son peuple, le pouvoir fasciste de l'AKP mène une répression jamais égalée contre nos peuples. Dans notre pays, la faim et la répression sont galopantes. Nous sommes le pays qui compte le plus de prisonniers politiques au monde. Ses 30 dernières années, 40.000 personnes ont été tuées par la répression d'état. La moindre revendication sociale est reçue avec des gaz lacrymogènes. Les guérilleros sont assassinés à l'arme chimique. Notre patrie est devenue le QG des impérialistes. Les directives du FMI et de la Banque mondiale imposées par le gouvernement à nos ouvriers et nos employés constituent la plus grande agression sociale de notre histoire. Les droits acquis sont confisqués un à un.

Voilà ce que veulent faire les impérialistes avec la Syrie : une nouvelleTurquie. Quant au gouvernement AKP, il veut imposer à la Syrie un pouvoir collabo à son image. Ce pouvoir servile leur permettra de pomper allègrement le sang du peuple.

Le président El-Assad affirme qu'il résistera à toute intervention impérialiste et que sil le faut, il mourra. A cette attitude anti-impérialiste honorable et patriotique, Tayyip Erdogan a utilisé des propos hautains et arrogants. Ce qu'Erdogan pense ridiculiser, c'est le patriotisme, l'anti-impérialisme. Cette attitude d'un valet de l'hyper puissance étasunienne comme Erdogan est plutôt attendue. Les

serviteurs des intérêts US comme lui étant incapables d'aimer leur patrie et leur peuple, ils n'oseraient jamais risquer leur vie pour ceux-ci.

Peuples de Turquie et du monde !

Pour pousser le gouvernement dEl-Assad à la capitulation, ils disent à présent : « Les jours d'El-Assad sont comptés », « C'est la fin pour le gouvernement El-Assad » ou encore « il faut arrêter l'effusion de sang ».

Lancées depuis des décennies voire des siècles par les empereurs et leurs vassaux, les sommations telles que « Cessez de résistez » ou « capitulez » sont les plus vénéneux des messages.

Pour autant, les impérialistes ont beau assassiner les peuples et renverser les pouvoirs qui leur opposent une résistance, leurs menaces n'empêchent pas les patriotes de résister, de défendre leur honneur, leur peuple et leur patrie au péril de leur vie.

Quelle que soit sa force, l'impérialisme ne pourra vaincre les peuples dont le combat est juste et légitime.

Aujourd'hui, résister à l'impérialisme est la plus noble, la plus juste e tla plus légitime mission du monde.
Cette mission est désormais sur les épaules des peuples de Syrie et dugouvernement dEl-Assad.

Peuples du monde, peuples de Turquie !

L'agression qui vise la Syrie est une agression contre tous les peuples du monde. Face au bellicisme impérialiste, notre camp et nos rangs sont ceux du peuple syrien et du gouvernement dEl-Assad.

Unissons-nous et luttons pour la victoire!

Impérialistes et collabos sanguinaires, bas les pattes de la Syrie!
Le Moyen-Orient appartient aux peuples du Moyen-Orient!

A bas l'impérialisme et ses valets!

FRONT POPULAIRE DE TURQUIE (HALK CEPHESI)
Le 30 novembre 2011

L'original du communiqué sur le site de Halkin Sesi (Voix du peuple) est accessible via le lien suivant :

http://dossiers-du-bip.fr/index.html

---

2 Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 René Naba : La crédibilité de l'opposition syrienne à l'épreuve du parrainage franco -turc

L'affaire syrienne est symptomatique des dérives mentales et politiques de l'ensemble arabe et de ses crispations ethnico-religieuses. Au delà des vives critiques fondées sur les nombreuses tares du pouvoir syrien, il faut savoir raison garder.

L'affirmation peut paraitre monstrueuse, mais elle correspond néanmoins à la réalité. Le clan Assad, Hafez puis Bachar, a assuré la stabilité de la Syrie, au terme d'une double décennie turbulente marquée par pas moins de huit de coups d'état téléguidés depuis Beyrouth ou Amman (1), mais cette stabilité a été obtenue au prix d'un autoritarisme sans faille tout au long d'un règne cumulé de quarante ans qui a gangréné la vie publique du pays, faute de respiration politique, faute de régénérescence démocratique.

Quiconque a eu affaire à la bureaucratie tatillonne de la Syrie a pu mesurer instantanément l'état de délabrement de son administration, le conformisme de ses médias, l'omniprésence des services de sécurité, les turpitudes du régime, son hermétisme, son autarcie, son népotisme, ainsi que son fort degré de corruption, comparable d'ailleurs en cela aux autres régimes arabes, même les plus proches de la grande démocratie américaine.

De ce fait, Bachar Al Assad (3) a eu incontestablement un retard à l'allumage. Il n'ignorait pas que son pays était dans l'œil du cyclone, que la dynastie wahhabite nourrissait des visées à l'encontre de la Mosquée des Omeyyades depuis le coup de force anti nassérien de Ma'amoun Kouzbari, représentant de la bourgeoise compradore, en 1961, au coup d'état anti bassiste du général Salim Hatoun, en 1966, en pleine phase du détournement des eaux du Jourdain par Israël, au soulèvement islamique de Hama, en 1982, réprimé par le propre beau frère de l'actuel Roi Abdallah d'Arabie, le Général Rifa'at Al Assad, frère du président syrien de l'époque Hafez Al-Assad. Il n'ignorait pas non plus que les Etats-Unis et l'Arabie attendaient la première occasion pour récupérer le pouvoir pour le compte des sunnites, dont l'alliance Rafic Hariri, ancien premier ministre sunnite du Liban, Abdel Halim Khaddam, vice président sunnite de la république syrienne, n'en était que le signe précurseur. Pas ignorer surtout que les revers militaires successifs d'Israël face au Hezbollah libanais, en 2006, puis face au Hamas palestinien à Gaza, en 2008, de même que le retrait sans gloire des Américains de l'Irak, fin 2011, reportait sur la Syrie le poids de la revanche visant à briser l'épine dorsale de l'axe de résistance à l'hégémonie israélo-américaine.

Il devait accomplir son «printemps de Damas» dans la foulée de son investiture présidentielle, en 2001, plutôt de subir dix ans plus tard les contrecoups des soulèvements arabes de l'hiver 2010; Pourquoi avoir rejeté les initiatives d'opposants, tels l'alaouite Riad Seif, le chrétien Michel Kilo, le sunnite Haitham Al-Maleh, ou encore et surtout «le Mandela syrien», le communiste Riad Turk, tous d'authentiques patriotes nullement suspectés de la moindre velléité conspirationniste? Pourquoi n'avoir pas réprimé les appétits de sa coterie familiale, les prétentions abusives de sa sœur Bouchra qui se rêvait Première Dame de Syrie en substitution de l'épouse du président, Asma, infiniment plus populaire et pertinente, ou la rapacité de son cousin Rami Makhlouf? Pour avoir trop tardé à engager les réformes, bridé les tendances réformistes qui lui étaient prêtées, ménager les intérêts de son clan au détriment de ceux de son pays, Bachar Al Assad récolte une tempête populaire à l'effet de réduire à néant sa magistrale maîtrise de la manœuvre diplomatique face à l'offensive israélo-américaine visant à remodeler un «Grand Moyen Orient». L'opprobre qui le frappe son pouvoir risque d'emporter son pouvoir et son clan, implosant le projet nationaliste dont il est porteur, son bien le plus précieux.

Mais cela ne justifie en aucun cas la mise à l'index de la Syrie, sa mise au ban du Monde arabe par une conjuration de cloportes qui tendent à placer sur le même pied Israël et la Syrie pour se dédouaner à bon compte d'une servitude vomitive à l'égard du couple israélo-américain. Non, au grand jamais, non, Israël et la Syrie ne partagent pas le même intérêt. L'Etat hébreu cherche à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour, la Syrie à se dégager du nœud coulant glissé autour de son cou pour la forcer à

la reddition. Israël est l'auteur d'un plan de balkanisation du Monde arabe adopté comme feuille de route par Washington, alors que la Syrie s'applique à le mettre en échec.

C'est à Damas, en effet, que Khaled Mechaal, le chef du Hamas, -alors boycotté par Amman, Le Caire et Ryad et quelque peu négligé par ses frères musulmans égyptiens-, a trouvé aide et refuge et que le chef Kurde Jalal Talabani, président actuel de l'Irak, a trouvé protection diplomatique face à la répression du sunnite baasiste Saddam Hussein, donnant à la Syrie la possibilité de refreiner les tendances centripètes de l'irrédentisme kurde dans le nord de l'Irak. C'est la Syrie, qui a accueilli à bras ouverts, sans conditions, au risque de déstabiliser l'équilibre démographique du pays, près de deux millions de réfugiés irakiens, dégâts collatéraux de l'invasion américaine de l'Irak, fuyant les exactions de l'armée irakienne et de leurs supplétifs kurdes sans le moindre soutien financier arabe ou international. C'est la Syrie enfin qui a fait office de «verrou arabe du Liban» au moment de l'offensive israélo-américaine visant à instaurer un axe Le Caire Beyrouth Tel Aviv par la signature d'un traité de paix libano israélien, en 1983, sous la présidence du phalangiste Amine Gemayel; C'est encore la Syrie qui a servi d'hinterland stratégique au Hezbollah chiite libanais et au Hamas sunnite palestinien dans leur guerre asymétrique contre Israël;

Beaucoup savent gré à la Syrie, par son alliance de revers avec l'Iran chiite, d'avoir évité que le conflit irako-iranien ne dégénère en un conflit entre Arabes et Perses pour le plus grand bénéficie de l'ennemi officiel du Monde arabe; gré à ce point d'ancrage du «Front de refus arabe» d'avoir assuré la relève de l'Egypte défaillante, en maintenant vivace la flamme du combat nationaliste et irréductible le refus de l'hégémonie israélienne; gré d'avoir préserver les intérêts à long terme du monde arabe, sans s'inféoder à une logique de vassalité avilissante, sans hypothéquer ses choix stratégiques, sans aliéner sa souveraineté et son indépendance; Gré, enfin, d'avoir constitué le refuge ultime quand la quasi totalité des pays arabes plongeait dans la logique de la soumission à l'axe israélo-américain. Peu de pays arabes peuvent se targuer de pareils palmarès.

Aucune justification toutefois ne saurait tenir lieu d'excuse absolutoire, ni le complexe d'encerclement, réel, dont la Syrie fait l'objet, ni les manœuvres de déstabilisation, répétitives, dont il est la cible de la part de l'aile dure du trône wahhabite, ni les campagnes de dénigrement, effectifs, dont il est l'objet de la part de la presse conservatrice arabe et ses alliés occidentaux. Nul projet nationaliste, si exaltant soit-il, ne saurait justifier la captation des richesses d'un pays au profit d'une personne, si nécessaire soit il à la protection du pouvoir. Nul projet nationaliste, si glorieux soit il, ne saurait justifier la mise sous observation permanente de son peuple, la mise en coupe réglée son pays. Et cette position privilégiée ne saurait se vivre en rente de situation. La réforme s'impose, radicalement, sous peine de dénaturation du projet nationaliste, en dépit des menées de la contre révolution téléguidée par l'Arabie saoudite et le concours de Robert Ford, ambassadeur des Etats-Unis à Damas, l'assistant de John Negroponte à Bagdad du temps où l'ancien chef des services des renseignements américains, le déstabilisateur du régime sandiniste du Nicaragua, était à l'œuvre en Irak (2003-2004).

La Syrie doit turbuler, personne ne le conteste. Mais il est choquant qu'un pays qui a soutenu trois guerres contre Israël, la première puissance militaire de la zone, soit sanctionné dans l'allégresse par des anciens confettis de l'empire français, que le sort de la Palestine, le point focal du contentieux entre Orient et Occident, la ligne de fracture majeure entre l'Occident et le Monde arabo musulman, soit notamment confié à Djibouti, dont la principale activité se réduit à la consommation du Qat et à la location d'une base franco américaine, ainsi qu'aux îles Comores, dans le giron français de l'Océan indien, à des milliers de kms du champ de bataille. Monumentale supercherie qu'il importe de dénoncer sans ménagement en ce qu'elle constitue une insulte à la démocratie et à l'intelligence humaine.

Que le Qatar, dont le quart de la superficie est occupé par une base américaine, prenne la tête de la croisade contre un des principaux pays du champ de bataille, que la mise en quarantaine de la Syrie soit décidée par une coalition de huit monarchies vassaux de l'Amérique, antidémocratiques, de surcroît pour la plupart des alliés souterrains d'Israël, -de la Jordanie, au Maroc-, en association avec la Libye, la nouvelle plateforme occidentale, constituent une insulte aux sacrifices des milliers de soldats morts dans

les conflits israélo-arabes, aux dizaines de milliers de militants torturés dans les geôles arabes pour l'avènement de la démocratie, particulièrement dans les pétromonarchies du Golfe. Les remous suscités au sein d'«Al Jazira» dans la couverture parcellaire des révolutions arabes, axée depuis peu davantage sur la Libye et la Syrie que sur Bahreïn ou le Sultanat d'Oman, avec la spectaculaire démission d'une des vedettes chaine transfrontière arabe Ghassane Ben Jeddo, en porte témoignage. Mais comparaison n'est pas raison et nul ne saurait se prévaloir des turpitudes d'autrui.

Les décisions de la ligue arabe sont obérées et son fonctionnement faussé par la prépondérance monarchique. Les huit monarchies disposent en effet du tiers bloquant des voix et sont en mesure de peser sur les décisions majeures engageant l'avenir du Monde arabe, alors qu'ils sont les principaux bénéficiaires des coups de butoir d'Israël contre le noyau dur du monde arabe. Elle fait office de vecteur de sous-traitance de la stratégie occidentale. Dans son fonctionnement actuel, elle est antidémocratique, qu'il importe de dénoncer sans la moindre réserve. Son nouveau secrétaire général, M. Nabil Al Arabi en est la meilleure preuve en ce que ce cacique de l'ancien régime Moubarak a doublement servi, d'abord en tant que membre de la délégation qui avait accompagné Sadate à Jérusalem, en 1977, puis en tant que représentant de l'Egypte sous Moubarak aux Nations-Unies.

A-t-on d'ailleurs jamais vu la Ligue Arabe voté une motion de défiance à l'égard de l'Amérique pour sa partialité dans le conflit israélo-palestinien? Le zèle pétro monarchique contre la Syrie est inversement proportionnel à la passivité déployée par les gérontocrates lors de la destruction de Beyrouth et du sud Liban en 2006, par les Israéliens, et de Gaza, en 2008. Il est donc frappé d'une lourde suspicion. L'Islam pétrolier doit être dénoncé avec la même virulence que ne le sont les dérives de la Syrie et de sa féroce répression des manifestations populaires; dénoncé pour ce qu'il est: Un islam pétrolier atlantiste et maléfique en ce qu'il instrumentalise l'organisation pan arabe, dans une politique qui a précipité le Monde arabe dans une régression épouvantable, sous couvert de régénérescence démocratique du «printemps arabe».

Soyons donc prudents avec les stratégies occidentales. L'Afghanistan a été sinistré, l'Irak aussi et il n'est pas indifférent de relever, dans ce contexte, que les quatre pays arabes qui se sont abstenus de voter des sanctions contre la Syrie, -L'Algérie, l'Irak, Le Liban et le Yémen- sont des pays qui ont eu à pâtir d'une guerre civile et qu'ils sont donc avertis du prix des ingérences étrangères et du coût humain, économique et social pour leur pays.

La déstabilisation de la Syrie vise à compenser le basculement de l'Egypte dans le camp de la contestation arabe et à rompre la continuité stratégique entre les diverses composantes de l'axe de la résistance à l'hégémonie israélo américaine en coupant les voies de ravitaillement du Hezbollah au sud Liban. L'effet secondaire est de détourner l'attention sur la phagocytose de la Palestine par Israël avec la complicité des états occidentaux. Il est faux d'affirmer dans ce contexte une communauté d'intérêts entre la Syrie et Israël; Non Israël et la Syrie ne partagent pas le même intérêt. L'Etat hébreu cherche à constituer une ceinture d'états vassaux sur son pourtour, la Syrie à se dégager du nœud coulant glissé autour de son cou pour la forcer à la reddition. Israël viole en toute impunité la loi internationale, La Syrie la subit. Israël a annexé la quasi-totalité de la Palestine. La Syrie victime d'un arbitraire colonial, amputé de son territoire arbitrairement par la France, au bénéfice de la Turquie, du temps de son mandat sur le pays, dont elle recherche cent ans après à y reprendre pied par une opération de déstabilisation sous couvert de démocratie.

A-Les griefs … Le Golan, Tiran et Sanafir

Quatre des principaux griefs contre la Syrie portent sur l'instauration d'une «dynastie républicaine», l'opacité de son système politique, sa présumée passivité à propos du Golan, une accusation constamment véhiculée par les Frères Musulmans, de même que sa prédation de l'économie libanaise au cours des trente ans de sa présence au pays voisin.

-La succession dynastique doit être prohibée, mais ce principe doit s'appliquer sans exception à Bachar Al-Assad, certes, mais aussi à Saad Hariri, qui a succédé à son père Rafic Hariri, sans la moindre préparation, à la tête d'un pays situé à l'épicentre du Moyen orient. A Ali Bongo dont la France a truqué les élections pour favoriser le maintien du clan à la tête de l'état gabonais. A Joseph Kabila jr et Mobutu, qui s'y prépare en Afrique. A Amine Gemayel, élu à l'ombre des blindés israéliens en remplacement de son frère assassiné Bachir, lui même élu à l'ombre des blindés israéliens. A Nicolas Sarkozy qui a veillé à propulser son fils Jean à la tête de l'EPAD (Hauts de Seine). A Hosni Moubarak qui se préparait à passer la main à son fils Jamal, avec la bénédiction des occidentaux dont Sarkozy saluera le courage de son départ, sans le moindre mot pour la courageuse lutte du peuple égyptien.

La libre détermination des peuples est un droit sacré inaliénable. Mais ceci doit s'appliquer en Syrie, comme en Palestine. Au Kosovo, au sud Soudan, comme au Sahara Occidental.

-Le Golan: La disproportion des forces provoquée par la défection de l'Egypte, son basculement proaméricain et son retrait du champ de bataille ont conduit le régime syrien a développé la stratégie de la Moumana'a, substituant au choc frontal le choc oblique, la guerre périphérique et asymétrique à la guerre classique. Si le plateau du Golan n'a pas été récupéré, son chef lieu chef, Quneitra, l'a été au terme de la guerre d'octobre 1973, une restitution infiniment plus importante que ne l'ont été les territoires saoudiens sous occupation israélienne: Les îlots de Tiran (80 km2) et de Sanafir (39km2), à l'entrée du Golfe d'Akaba sur la Mer rouge, occupés depuis 44 ans, sans que les Etats-Unis, le meilleur allié tant d'Israël que de l'Arabie saoudite, ne lève le plus petit doigt pour en obtenir la restitution ou que le royaume wahhabite en fasse la requête. La libération du Golan est, certes, un impératif au même titre que les autres lieux saints musulmans et chrétiens de Jérusalem, y compris la Mosquée «Al Aqsa» dont le Roi d'Arabie en a le devoir en sa qualité de «gardien des lieux saints» musulmans.

Le Liban: La prédation de l'économie libanaise par les Syriens pendant trente ans est un fait incontestable. Mais cette captation de richesses a été faite en partenariat avec une classe affairiste pro occidentale dont les chef de file auront été Rafic Hariri, l'ancien premier ministre sunnite assassiné, et Walid Joumblatt, chef druze du parti socialiste progressiste, sous l'autorité des figures de proue de la présente opposition syrienne, notamment Abdel Halim Khaddam, en charge du dossier libanais pendant trente ans, dont la France s'honorerait de le poursuivre en justice pour enrichissement sans cause.

B- La France, la Turquie, le contentieux d'Alexandrette sur fond d'une opposition syrienne amnésique.

L'opposition syrienne, qui se veut la relève d'un pouvoir pourri, se doit d'être exempte de tout reproche. Elle paraît frappée d'amnésie, oublieuse de l'histoire de son pays, oublieuse d'inscrire son combat dans la continuité de sa mémoire historique. Faire cause commune avec le philosophe Bernard Henry Lévy, l'un des adversaires les plus résolus des aspirations légitimes des peuples arabes en ce qu'il avoue agir, sans ambages, par «fidélité au sionisme et à Israël» relève d'une grave aliénation mentale d'autant plus déplorable que, sous couvert de «combat de l'Islam des Lumières» contre « l'Islam des ténèbres», il vise à constituer une ceinture d'états vassaux à Israël. Se vautrer dans le giron des anciens bourreaux de la Syrie, la France et la Turquie, les artisans de son démembrement par l'amputation du district syrien d'Alexandrette et son rattachement à la Turquie, constitue une insupportable insulte à la mémoire de Youssef Al Azmeh et aux 310 martyrs tombés sur la champ d'honneur de Maysaloun, face à l'occupant français, en 1920, bataille fondatrice de la conscience nationale syrienne; une insulte aux milliers d'Algériens carbonisés à Sétif (1945), aux centaines de morts de Suez (1966) du fait de l'agression tripartite franco-anglo-israélienne, de Bizerte (1958) et d'ailleurs.

Comment s'adonner ainsi sans retenue à un pays, la France, qui n'a cessé de nourrir de visées à l'égard de son ancienne possession, dont elle cherche près d'un siècle après son mandat onusien à y reprendre pied; confier sans la moindre hésitation la mission de restaurer la démocratie en Syrie à un pays, pourtant propulsé par des pulsions xénophobes cycliques du Code noir de l'Esclavage, au Code de l'indigénat, aux expositions ethnologiques, aux pensions de guerre cristallisées des anciens combattants basanés, sans compter les stigmatisations lapidaires permanentes, du «Bougnoule au sauvageon», «des

bruits aux odeurs», «du karcher aux moutons que l'on égorge dans les baignoires». S'adonner sans la moindre pudeur à un président, Nicolas Sarkozy, dont le projet phare l'Union Pour La Méditerranée visait à constituer un front arabo israélien contre l'Iran, dont la mandature s'est attelée à éradiquer méthodiquement toute sensibilité pro palestinienne de l'administration préfectorale et de l'audiovisuel extérieur français avec la mise à l'écart de Bruno Guigue (administration préfectorale), l'éviction de Richard Labévière (Média) et de Wahib Abou Wassel, seul palestinien du dispositif médiatique extérieur, et, la promotion concomitante de personnalités au philo sionisme exacerbé de Bernard Kouchner (Quai d'Orsay), Pierre Lellouche (Affaires européennes), Dominique Strauss Khan (FMI), Arno Klarsfeld (Matignon, puis Office National de l'Immigration), François Zimmeray, ancien vice-président de la commission d'études politiques du CRIF, Ambassadeur pour les Droits de l'homme, Dov Zerah, (Agence française pour le développement), Christine Ockrent (pôle audiovisuel extérieur), Philippe Val (France inter), enfin, Valérie Hoffenberg, présidente de la section française de l'American Jewish Committee, chargée de suivre le volet économique des négociations israélo-palestiniennes.

La priorité revient aux opposants de l'intérieur, particulièrement Michel Kilo, interdit de paroles à Paris, Fayez Samara, Haitham Al Maleh, Riad Turk, Riad Seif, cinq militants qui n'ont jamais déserté le combat sur le terrain, payant de leur liberté leurs convictions. La présence d'opposants de la dernière heure dans la galaxie de l'opposition, de surcroît imposés par l'étranger, en la circonstance parachutés par la France au terme d'une carrière exclusivement bureaucratique, sans aucune tradition de lutte, émargeant alternativement sur le budget de l'administration française ou sur celui de la Ford Foundation, à la remorque du forum de Bilderberg, l'organisation tricontinentale atlantiste, relève d'un opportunisme méprisable à l'effet de réhabiliter, à bon compte, le rôle particulièrement négatif de la France dans la zone, maitre d'œuvre de l'institutionnalisation et du confessionnalisme politique et de son instrumentalisation corrosive.

Ce parachutage doublé de l'aménagement d'une plateforme opérationnelle de la DGSE dans le nord du Liban en vue former des opposants syriens à des opérations commandos contre le pouvoir alaouite, en pleine violation de la souveraineté libanaise, répond au double souci de Paris (2) de disposer d'un levier d'influence au sein de l'opposition syrienne, en même temps qu'il vise à bonifier auprès des Arabes l'image du plus pro israélien des dirigeants français; de renflouer Saad Hariri, au moment l'ancien premier ministre sunnite libanais, en pleine déconfiture politique, a choisi curieusement Tripoli, le chef lieu du Nord Liban, au mépris de tous les usages, pour y célébrer, avec une semaine de retard, la Fête Nationale Libanaise; une action d'éclat destinée à redorer le blason de ce fugitif permanent, par l'aménagement d'une zone sécurisée visant à l'établissement d'un corridor humanitaire en direction de la Syrie, dans une démarche qui représente le degré ectoplasmique de la politique.

Curieux comportement d'une opposition syrienne qui pactise avec ses bourreaux la France et la Syrie. Curieux comportement d'une opposition syrienne qui tolère dans ses rangs la présence de personnages sulfureux tels Abdel Halim Khaddam, le prédateur du Liban, et le général Rifa'at Al -Assad, le boucher de Hama. Curieux comportement que de faire alliance avec le principal artisan du blocus de Gaza, le principal soutien aux dictateurs méditerranéens de Ben Ali de Tunisie à Moubarak d'Egypte, ses partenaires dans le projet d'Union Pour la Méditerranée. Curieux comportement que celui de la France qui menace la Syrie des foudres de la Guerre pour une psychanalyste assignée à résidence, Rafah Nached, et se prosterne devant le roitelet d'Abou Dhabi qui a embastillé depuis cinq ans un professeur de la Sorbonne, Nasser Bin Ghaith, et quatre de ses collègues, oubliant que l'Université n'est pas seulement prestataire de services d'enseignement ou de recherche, mais un sujet moral.

La France qui se préoccupe de légiférer sur les binationaux, voire même de fonder une «allégeance aux armes» pour s'assurer de la loyauté de citoyens jouissant de la double nationalité, ne s'embarrasse guère de considérations opportunistes. La dualité qui frappe l'un des porte paroles de l'opposition syrienne est comparable à celle qui avait prévalu en Géorgie avec la transmutation en 2003 de l'ambassadrice de France en Tbilissi, Salomé Zourabichvili, en ministre des Affaires étrangères de la Géorgie, en 2004, avant d'être « démissionnée » fin 2005, pour cause de mésentente de la transfuge franco géorgienne avec la présidente du parlement. Elle est comparable à celle qui frappe le binational franco israélien, Arno

Klarsfeld, réserviste de l'armée israélienne et directeur de l'Office national de l'Immigration. Des bouffons, il n'en manque pas en France à tous les niveaux de la classe politique et de la haute administration.

Que l'opposition syrienne ne commette pas les mêmes erreurs que l'égyptien Anouar el Sadate, l'irakien Saddam Hussein ou le libyen Mouammar al- Kadhafi. Sadate a répudié l'alliance stratégique de l'Egypte avec l'URSS, le pays qui lui a pourtant fourni les armes de la victoire pour le franchissement du Canal de Suez, en 1973, pour se rallier aux Etats-Unis. Il a été assassiné par les protégés de l'Amérique. Saddam Hussein a engagé une guerre meurtrière et ruineuse de dix ans contre l'Iran pour fixer, pour le compte des pétromonarchies sunnites, la révolution chiite islamique iranienne, avant d'être lâché et abattu par ses bailleurs de fond. Mouammar Kadhafi a dévoilé tout un pan de la coopération nucléaire inter arabe aux services occidentaux pour sauver sa tête. Il n'a bénéficié que d'un sursis. Il a été lynché et son trésor de guerre confisqué, son héritier présomptueux, Seïf Al Islam, qui voulait moderniser la Libye selon le schéma occidental capturé avec l'aide des services anglais, signant la fin de la dynastie.

Réclamer l'intervention de la Turquie, au prétexte d'une identique communauté religieuse sunnite, dresse, d'une part, le constat d'une incapacité des Arabes à régler leurs propres différends hors de toute interférence étrangère. Il révèle, d'autre part, la complaisance malsaine des Arabes à l'égard des turpitudes anciennes de la Turquie, laquelle, pendant cinquante ans, en tant que partenaire stratégique d'Israël, a constitué la deuxième manche de la tenaille qui étranglait le Monde arabe et entravait sa libération et son développement. L'appartenance de la Turquie au sunnisme n'a pas constitué un obstacle dirimant à son alliance de revers avec Israël, un pays considéré par la majorité des sunnites comme l'«usurpateur de la Palestine».

La Turquie n'est pas si désintéressée que cela en cela en ce qu'au-delà des constructions théoriques, le choix atlantiste de la Turquie repose sur un pacte tacite conclu avec le camp occidental, fondé sur l'occultation de la responsabilité de la Turquie dans le génocide arménien en contrepartie de l'implication de ce pays de culture musulmane non seulement dans la défense du «Monde libre» face à l'Union soviétique, mais aussi dans une alliance stratégique avec Israël contre le Monde arabe.
Son zèle vise à s'emparer du leadership sunnite régional du fait de la défaillance saoudienne et égyptienne afin de se poser en gardien du dogme de l'orthodoxie sunnite face aux hérétiques chiites iraniens comme en témoigne l'installation sur son sol du bouclier anti missiles dirigé principalement contre l'Iran, la Russie et la Syrie avec à l'arrière plan le vœu secret de régler la question kurde par l'aménagement d'une zone autonome en territoire syrien dans la zone de Jisr al Choughour. La géographie des minorités de Turquie sous tend sa géopolitique. Héritage de l'Empire Ottoman, la Turquie est un pays multi ethnique et multi religieux. Consubstantiels à son histoire, la problématique des minorités arméniennes et kurdes a longtemps conditionné les choix diplomatiques de la Turquie post Atatürk, quand bien même ils étaient masqués du halo de la modernité et de l'occidentalisation.

La promotion de la Turquie au rôle de pôle de référence diplomatique régionale vise à compenser en outre, aux yeux des Occidentaux, les déboires d'Ankara dans ses vaines tentatives d'intégrer l'Union européenne, de compenser l'humiliation de se voir signifier que l'édifice européen est exclusivement réservé aux blancs, dans la pire tradition de la ségrégation raciale «for white only». Il n'est pas indifférent de noter que les quatre pays arabes qui se sont abstenus de voter des sanctions contre la Syrie, -L'Algérie, l'Irak, Le Liban et le Yémen- sont des pays qui ont eu à pâtir d'une guerre civile et qu'ils sont donc avertis du prix des ingérences étrangères et du coût humain, économique et social pour leur pays.

Au-delà des fanfaronnades du nouveau Field Marshall du Monde arabe, l'Emir du Qatar, la balkanisation du Monde arabe est en œuvre dans le droit fil des schémas israéliens et américains. «La désintégration de la Syrie et de l'Irak en provinces ethniquement ou religieusement homogènes, comme au Liban, est l'objectif prioritaire d'Israël, à long terme, sur son front Est; à court terme, l'objectif est la dissolution militaire de ces Etats. La Syrie va se diviser en plusieurs états suivant les communautés ethniques, de telle sorte que la côte deviendra un Etat alaouite chiite; la région d'Alep, un Etat sunnite; à

Damas, un autre Etat sunnite hostile à son voisin du Nord : les Druzes constitueront leur propre Etat, qui s'étendra sur notre Golan peut-être, et en tout cas dans le Hourân et en Jordanie du Nord. Cet Etat garantira la paix et la sécurité dans la région» se proposait déjà comme objectif la stratégie israélienne depuis la décennie 1980 (5).

Gardons nous donc d'un emballement comparable à celui qui s'est manifesté, dans la décennie 1980, avec des militants enthousiastes s'engageant dans le Djihad, dans un combat pour la démocratie et la libération de l'Afghanistan du joug soviétique. Un combat mené, à six mille kms du champ de bataille de la Palestine, le champ de la véritable bataille, sans diriger le moindre pétard mouillé vers les territoires occupés.

Le partenariat que cherche à promouvoir les Etats-Unis avec les Frères Musulmans ne résulte pas d'un amour immodéré pour les Musulmans, mais vise à livrer une compensation au rabais des turpitudes antérieures à leur égard, notamment en ce qui concerne la question palestinienne; à assurer la pérennité de l'économie du marché dans les pays arabes, qu'ils jugent plus assurée par les régimes islamiques que par un système nationaliste contestataire avec son cortège de syndicats et de revendications professionnelles et patriotiques. La docilité de l'Arabie saoudite à l'égard des menées américaines s'explique ainsi pour une large part par la crainte d'une nouvelle partition du Royaume, une menace régulièrement brandie en catimini par Les Etats-Unis et théorisée par le lieutenant-colonel américain, Ralph Peters, dans la revue militaire américaine, AFJ (Armed Forces Journal), en juin 2006, préconisant la constitution d'un état islamique dans la province du Hedjaz, sur le périmètre qui englobe les Lieux saints de La Mecque et Médine, ainsi que le détachement de la province chiite du Hassa et son rattachement à l'état chiite d'Irak (6).

C- Purger le non dit

Aucun régime arabe ne bénéfice de la confiance populaire, pas plus le syrien Bachar Al-Assad que le saoudien Abdallah Ben Abdel Aziz. Mais que l'opinion internationale, particulièrement française et arabe, se focalise exclusivement sur la Syrie paraît indécent, sauf à y purger un non dit permanent des relations inter arabes, à savoir: Bachar al Assad est Haram parce que alaouite, et le Roi d'Arabie, tout lui est Halal, parce que sunnite. Ceci pourrait expliquer sans toutefois la justifier la duplicité occidentale qui fait qu'une semaine de répression en Arabie saoudite, en octobre 2011, avec près de 80 morts, ne soulève pas la moindre protestation, de même qu'au Yémen et au Bahreïn.
La crainte se fait jour que ne survienne une troisième vague de colonisation du Monde arabe par les Occidentaux, avec le concours, cette fois, des supplétifs arabes: Sud soudan, Irak, Libye, blocus de Gaza… la liste est longue des coups de force occidentaux contre la souveraineté arabe et la sécurisation de son espace national. Le combat pour l'avènement de la démocratie dans le monde arabe incombe au premier chef, non aux gérontocrates repus, mais à l'ensemble de la communauté des citoyens démocratiques du Monde arabe dans un large front fédérant les diverses composantes de la société, ouvriers, artisans, agriculteurs, professions libérales, chrétiens et musulmans, du Machreq ou du Maghreb, laïcs ou religieux, jusque même les intellectuels enfin sortis de leur léthargie et de leur servilité…….tant il est vrai que de «Min Yafa Ila Beyrouth Cha' bon Wahad Lan yamout». (De Yafa à Beyrouth un peuple unique ne saurait mourir).

Beaucoup d'observateurs de la guerre civile du Liban (1975-1990) gardent le souvenir vivace des campagnes psychologiques de désinformation et de diabolisation pour ne pas inciter à la prudence. La duplicité occidentale est un fait, le double standard de son langage aussi, de même que le jeu trouble de BHL, le chef de file de la stratégie médiatique israélo-américaine sur le théâtre européen.

L'Arabie, de notoriété publique, a de tout temps privilégié la survie de la dynastie wahhabite au détriment de la sécurisation de l'espace national arabe. Épargnons-nous donc les indignations vertueuses qui masquent souvent des protestations sélectives. Gardons nous d'une nouvelle méprise comparable, par ses dégâts, à l'exaltation qui s'est emparée de larges factions de la population arabe et musulmane, la décennie 1980, lors du «djihad» anti soviétique d'Afghanistan, avec les conséquences désastreuses sur le

monde arabe et musulman, en ce que le principal bénéficiaire de cette opération, Les Etats-Unis, font barrage à l'admission de la Palestine à l'ONU, tandis que la victime, la Russie, s'applique à faire reconnaitre la légitimité internationale de l'Etat de Palestine.

Appliquons à la Palestine ce que l'on exige de la Syrie. Une zone tampon, des observateurs étrangers pour sécuriser la population civile, l'interdiction de recourir aux forces armées pour la répression des manifestations, un couloir humanitaire. La Ligue arabe retrouvera alors sa crédibilité et cessera alors d'être perçue comme le faux nez de la politique de reconquête impériale occidentale de l'ensemble arabe. La planète cessera alors de prendre les Arabes pour des imbéciles à qui l'on peut faire prendre les vessies pour des lanternes.

Il y a des potences qui tardent à être dressées. «Le malaise arabe» provient aussi de ses reniements.

Références

1- Le décompte des 18 coups d'état dans le monde arabe entre 1945-2000: Huit pour la seule Syrie: Hosni Zaim, Sami Hennaoui et Adib Chichakli en 1949, Faysal Al-Attassi, février 1954, Colonel Nahlaoui auteur du coup d'état qui a entraîné la rupture syro égyptienne le 28 septembre 1961, Ziad Harari 8 mars 1963 qui inaugure la série des coups d'état baasistes présentés comme des corrections de trajectoire avec Salah Jedid, 23 février 1966 et Hafez Al-Assad, 15 novembre 1970. En deuxième position dans l'ordre putschiste, l'Irak avec quatre coups de force notamment celui de Abdel Karim Kassem contre le trône hachémite (14 juillet 1958), lui même sera renversé par le général Aref en 1961 avant que son frère ne lui succède à la suite de son décès accidentel et que celui-ci ne soit évincé à son tour par les baasistes, le tandem Ahmad Hassan Al-Bakr-Saddam Hussein en 1968. L'Egypte avec Farouk, en 1952, L'Imam Badr au Yémen, en 1961, le Liban avec le coup d'état avorté de la Saint Sylvestre 1961 mené par le parti populaire syrien, le Roi Senoussi en Libye en 1969, le Sultan Qabous d'Oman qui a évincé son père en 1971, de même que le cheikh Zayed d'Abou Dhabi qui a évincé son frère le cheikh Chakhbout ainsi que la Tunisie avec le coup d'état médical du général Ben Ali contre le président Bourguiba, en 1987, ainsi que l'Emir de Qatar qui a détrôné son père en juin 1995 ferment la liste des Etats putschistes.

2- La famille Assad- Le clan alaouite au pouvoir en Syrie est articulé autour de l'alliance scellée entre deux familles Al-Assad et Makhlouf, concrétisé par le mariage de Hafez Al-Assad et Anissa Makhlouf. Rami Makhlouf, cousin du président Bachar, est le fils du général Mohamad Makhlouf, pro consul de la région nord de Syrie du temps de la mandature de Hafez al Assad, qui choisit de soutenir le président, lors de la guerre fratricide qui opposa Hafez à son frère cadet Rifa'at, à l'époque chef des troupes spéciales «Saraya ad dif'a » responsable à ce titre de la répression du soulèvement de Hama, en 1982, qui fit plusieurs milliers de morts. Dénommé «Roi de Syrie» Rami Makhlouf est un richissime homme d'affaires. Il incarne, à ce titre, la corruption et le népotisme du régime.

Quant aux autres membres de la fratrie, L'ainé Bassel, destiné au départ à succéder à son père, a trouvé la mort dans un accident de voiture. Bouchra, l'unique fille de la famille, est l'épouse de Assef Chawkat, ancien chef des services de sécurité dont les Occidentaux réclamaient la tête en compensation de l'assassinat de l'ancien premier ministre libanais Rafic Hariri. Assef Chawkat entretient des relations houleuses avec le frère cadet du président, le colonel Maher, le nouvel homme fort du régime, au point que le benjamin de la fratrie a blessé à l'estomac d'un coup de pistolet en 1999, en plein palais présidentiel. Réputée autoritaire, Bouchra passe pour nourrir une forte intimité à l'égard de l'épouse de Bachar, Asma, fille d'un médecin de la grande bourgeoisie syrienne, ancienne spécialiste des transactions boursières dans un établissement londonien, à la forte présence médiatique. Le frère cadet du fondateur de la dynastie, Rifa'at Al Assad, ancien vice président de la république, est entré en dissidence fin 1983. Il vit en exil en Espagne. Ses deux fils, Sumar et Ribal, organisent depuis Londres la campagne médiatique contre le régime via la chaine de télévision ANN TV, (Arab Network News). Deux autres cousins Mounzer et Fawwaz Al-Assad, fils de Jamil Al Assad, cousins germains du

président, se comportent en chefs de milices dans les montagnes alaouites, berceau de la famille, à l'ouest du pays.

3- L'opposition syrienne: La fondation du Conseil National Syrien découlerait d'un accord entre Américains, Turcs et Frères musulmans. Son objectif st de fédérer les trois principales tendances de l'opposition: « nationalistes », « libéraux » et « islamistes ». Présidé par Bourhane Ghalioun, cet universitaire basé à Paris, auteur d'un ouvrage critique sur le monde arabe «Le malaise arabe» (Editions la découverte) est assisté dans ses fonctions par Mme Basma Kodmani, ancienne attachée de recherche à l'IFRI, Institut Français des Relations Internationales, le fortin atlantiste de la pensée stratégique de la diplomatie française, par ailleurs ancienne directrice pour le Moyen Orient de la Ford Foundation, dont elle a assumé les fonctions pendant cinq ans en Egypte avant de retourner à Paris présider l'initiative démocratique arabe, un institut de recherche opérant en collaboration avec des instituts européens et américains.

A-L'opposition interne:
Riad Seif (1946-): Ancien député, Alaouite, cet homme d'affaires syrien, réputé pour sa lutte contre la corruption, s'est signalé par sa dénonciation de l'attribution dans des conditions arbitraires d'une licence téléphonique au cousin du président Rami Makhlouf. Détenteur depuis 1993 de la franchise Adidas en Syrie, réputé pour son sens social, il a crée une garderie pour enfants pour ses employés, une cantine, des transports en commun entre l'entreprise et le domicile de ses employés. Son fils Lyad, 21ans, a péri dans des circonstances mystérieuses, le 2 août 1996, deux ans après cette dénonciation. Fondateur, en 2000, du «forum du dialogue national» (rassemblement d'intellectuels et de personnalités syriennes de la société civile, signataire de la «Déclaration de Damas pour le Changement National Démocratique Pacifique en Syrie», Il est arrêté pendant le «printemps de Damas». Le pouvoir avait alors signé une «autorisation spéciale» pour lever son immunité parlementaire et engager des poursuites. Il restera cinq ans en prison.
Riad al-Turk (1930-), un poids lourd de l'opposition interne. Surnommé le «Mandela syrien», ce symbole du communisme syrien a été emprisonné pendant 17 ans pour avoir dénoncé la répression contre les Frères Musulmans. Fondateur avec Jamal Al-Atassi, en 1979, du Rassemblement national démocratique, groupement de personnalités syriennes hostiles à la coalition au pouvoir autour du parti Baas. En 2005, il avait participé à la rédaction de la Déclaration de Damas du 16 octobre, réclamant un «changement démocratique et radical» du pouvoir de façon «pacifique et graduelle».
Haytham al-Maleh (1931-) Cet avocat islamiste modéré est un symbole des droits de l'homme en Syrie. De tendance conservatrice sociale et islamiste, ce sunnite a été arrêté et emprisonné de 1980 à 1986 car il plaidait en faveur de réformes constitutionnelles. Emprisonné plusieurs fois, interdit de voyager, il a créé, en 2002, une association de défense des droits de l'homme en Syrie. Il a été remis en liberté le 8 mars 2011 à la suite de l'amnistie pour les plus de 70ans, décidée par Bachar el-Assad.

B-L'opposition externe
Sur la problématique des «Frères musulmans à l'épreuve de la révolution» cf. à ce propos la série Egypte: Les Frères musulmans à l'épreuve de la révolution de René Naba

1ère partie: L'Arabie saoudite, le foyer de la contre-révolution arabe

http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution/

2eme partie: Le rôle mobilisateur de Saïd Ramadan

http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution-2/

3eme partie: Les Frères Musulmans aux portes du pouvoir

http://www.renenaba.com/egypteles-freres-musulmans-egyptiens-a-l%E2%80%99epreuve-de-la-revolution-3/

Abdel Halim Khaddam (1932-), Sunnite ministre des Affaires étrangères, puis vice président de la République sous Hafez Al-Assad, il sera l'un des plus fermes opposants à la politique d'ouverture prônée par Bachar à la succession de son père, dont il redoutait les conséquences comparables à la perestroïka soviétique. Logeant dans l'ancienne résidence de l'armateur grec Aristote Onassis, gracieusement mise à sa disposition par la famille Hariri, à Paris, il a fait alliance avec les Frères Musulmans syriens, la bête noire du régime et mène, depuis Paris, une opposition syrienne en exil, après avoir été le proconsul syrien au Liban dont il assurera la ponction de son économie en partenariat avec Rafic Hariri, l'ancien premier ministre libanais assassiné. Fondateur en 2006 du Front de Salut national (FSN), il est condamné par contumace en 2008 par un tribunal militaire syrien pour avoir notamment «organisé un complot en vue de renverser le pouvoir politique».

4-Selon le Canard enchaîné, dans son édition du 23 novembre, 2011 des officiers de la DGSE, le service de contre-espionnage français, ont été envoyés au nord du Liban et en Turquie avec pour mission d'instruire et de structurer les « contingents » de l' »Armée syrienne libre », censée regrouper des « milliers » de « déserteurs » syriens. Et dont le chef nominal, le colonel Ryad al-Asaad, se trouve précisément réfugié en Turquie depuis deux mois. L'activisme français a donné lieu à une réplique de la Russie qui a dépêché trois bâtiments de sa flotte au large du port syrien de Tartous pour une mission de collecte de renseignements et de neutraliser les manœuvres de la France contre un pays anciennement sous son mandat, qui a constamment tenu la dragée haute en soixante ans d'indépendance.

5 -Stratégie pour Israël dans les années 1980. Document publiée article par la Revue d'Etude Palestiniennes au printemps 1982, à trois mois avant l'invasion israélienne du Liban. Pour l'intégralité de ce document sous ce lien ((http://www.renenaba.com/revue-d%E2%80%99etude-palestiniennes-n%C2%B0-14-fevrier-1982; Ce document fourni par Israël Shahak, ancien président de la Ligue israélienne des Droits de l'Homme, est également paru dans Kivunim (Orientations), n° 14, février 1982 (Revue publiée par le Département de l'Organisation Sioniste mondiale, Jérusalem). Dans sa préface, Israël Shahak avait attiré l'attention des lecteurs sur la proximité entre cette «stratégie pour Israël» et la pensée néoconservatrice américaine, la même qui présidera à la politique étrangère des Etats-Unis depuis l'accession de George W. Bush au pouvoir. L'éclatement de l'Irak, les tensions communautaires dans la plupart des pays arabes, l'annexion aussi de Jérusalem et d'une bonne partie de la Cisjordanie dotent l'article d'Oded Yinon, vingt-cinq ans après sa publication, d'une funeste actualité.

6- Le Pentagone redessine le monde: L'article de ce militaire américain, intitulé «Frontières ethniques, que faire pour améliorer le Moyen-Orient», part du principe qu'il faut lever le tabou de la sacro-sainte frontière inamovible. Pour l'auteur, les nouvelles frontières doivent se modeler en fonction du critère ethnique et confessionnel. Même s'il n'est pas possible de tracer des frontières respectant la totalité des particularismes en tout genre nombreux et numériquement très variables, il faut pour Ralph Peters se rapprocher au maximum de ce concept. Comme il le souligne: «Nous parlons de difformités énormes faites par les hommes qui n'arrêteront pas de générer la haine et la violence tant qu'elles n'auront pas été corrigées.» Dans son esprit, il s'agit de remettre radicalement en cause les frontières nées des Accords Sykes-Picot de 1916 préparant le démantèlement de l'Empire ottoman.

En observant l'ensemble de cette zone en partant de la péninsule Arabique, on constate immédiatement le démantèlement du royaume d'Arabie saoudite. Les propos de l'auteur sont très clairs à l'égard d'un pays qui a bénéficié de la protection américaine suite aux discussions entre le président Roosevelt et le roi Ibn Saoud, le 14 février 1945, à bord du croiseur USS Quincy. Désormais, le royaume d'Arabie saoudite passe à la trappe. Deux grandes entités territoriales échappent à l'autorité de Riyad.

Sur la côte Ouest, il s'agit de créer un « Etat sacré islamique ». Comme le précise Ralph Peters dans des propos lourds de conséquences: «La cause principale de la large stagnation du monde musulman réside dans le traitement réservé à la Mecque et à Médine considérés comme leur fief par la famille royale

saoudienne. Les lieux saints de l'Islam soumis au contrôle de la police d'Etat de la part d'un des plus bigots et oppressifs régimes au monde ont permis aux Saoud (ndlr: la famille régnante d'Arabie saoudite) de projeter leur croyance wahhabite à la fois intolérante et disciplinée au-delà de leurs frontières. [...] Imaginez comme le monde musulman se sentirait mieux si la Mecque et Médine étaient dirigés par un Conseil représentatif tournant issu des principales écoles et mouvements de l'Islam dans le monde au sein d'un Etat sacré islamique — une sorte de super Vatican musulman — où l'avenir de la foi serait débattu au lieu d'être arbitrairement fixé». Ce point est capital puisqu'il révèle la volonté de réformer l'Islam afin de l'adapter aux principes occidentaux. Une sorte «d'Islam des Lumières» élaboré au cœur de cet Etat sacré islamique permettrait de rayonner sur l'ensemble du monde musulman et de remodeler les esprits afin qu'ils épousent pleinement la philosophie mondialiste. Il est vrai que contrôler les esprits a toujours permis de contrôler les hommes.

C'est d'ailleurs dans le même ordre d'idée que l'on retrouve ces mesures préconisées par la fondation Bertelsmann, think tank allemand qui, dans ses travaux débattus dans le cadre des «discussions de Kronberg» en 2002 et 2003 (Europe, the mediterranean and the Middle East, strengthening responsibility for stability and development et Die Zukunft der europäischen Politik im Nahen Osten nach dem Irak Krieg), relève l'inadéquation de l'Islam à l'évolution du monde moderne et prône une refonte des mentalités et la remise en cause des frontières. Ces recommandations allemandes soulignent aussi la convergence des buts à atteindre de part et d'autre de l'Atlantique pour refondre entièrement le Moyen-Orient. Il est vrai aussi que les concepts ethno-confessionnels développés par Ralph Peters cadrent parfaitement avec la vision ethniciste germanique. Sur la côte du golfe Persique, c'est la province de Hassa dont la population est majoritairement chiite qui est détachée de l'Arabie saoudite et intégrée à un «Etat chiite arabe», vestige d'un Irak littéralement explosé.

L'application de cette mesure entraînerait la mort économique du royaume car c'est à cet endroit que se concentre l'essentiel de l'extraction des hydrocarbures autour de la triade Dammam-Dharhan-Al-Khobar. L'Etat chiite arabe verrait ses réserves pétrolières et gazières monter en flèche et deviendrait incontournable car, outre les vastes ressources de Hassa et de la production off-shore, il faudrait ajouter celles de la région de Bassora (ex-Irak) et des provinces arabes iraniennes, détachées de Téhéran, riches en hydrocarbures jouxtant le Chatt el-Arab (Arabes chiites du Khouzistan et Arabes sunnites du Bouchir). De plus, Riyad perdrait ses provinces du Sud (Jizrane, Najran et l'Assir) au profit du Yémen, territoires acquis en 1934 lors du Traité de Taëf, et qui ont conservé leur identité yéménite. Enfin, la curée sera complète avec l'octroi d'une façade maritime à la Jordanie.

Armed Forces Journal (AFJ) est une revue affiliée à un véritable empire de la presse militaire américaine. Fondé en 1863, ce mensuel s'adresse aux officiers des Etats-Unis traitant de sujets aussi variés comme: la technologie militaire, la logistique, la stratégie, la doctrine ou encore la tactique. AFJ est coiffé par une maison mère, Army Times Publishing Company, dont les publications s'articulent autour de trois axes: 1) The Military Times Media Group qui publie : Army Times, Navy Times, Air Force Times et Marine Corps Times, 2) The Defense News Media Group, groupe mondial des revues de défense et qui publie : Defense News, Armed Forces Journal (AFJ), Training & Simulation Journal et C4ISR Journal (renseignement, surveillance et reconnaissance); Enfin 3 The Federal Times, hebdomadaire d'informations traitant des nouvelles technologies et des sujets financiers. Depuis le 1er août 1997, Army Times Publishing Company est une filiale d'un groupe encore plus puissant, la société Gannett. Fondé en 1906 par Frank Gannett, cet empire de presse et des médias publie aux Etats-Unis près de 90 quotidiens dont les plus connus sont USA Today et USA Weekend et contrôle 22 stations de télévision. Ses activités débordent aussi au Royaume-Uni puisque 17 quotidiens sont sous son influence. L'ensemble génère des revenus financiers colossaux estimés à 7,6 milliards de dollars pour 2005.

Pierre HILLARD http://www.armedforcesjournal.com/2 Publication originale : Balkans Infos, n°113, septembre 2006.

www.renenaba.com est un média indépendant qui ne perçoit ni de rémunérations ni de la publicité, et ne relève ni d'un éditeur, ni d'un groupe de presse. La vraie valeur ajoutée du blog réside précisément dans

son indépendance tant intellectuelle que financière. Les sites relais qui rediffusent nos papiers ne répercutent pas leurs recettes sur notre production, le prix de son indépendance, la marque de notre indépendance. La progression constante de notre lectorat, sa configuration, ses exigences, constituent pour www.renenaba.com une marque de confiance renouvelée à l'effet de nous inciter à aller de l'avant, animés d'une volonté inébranlable de poursuivre sans concession le combat pour la dignité des hommes et la souveraineté des peuples.

René Naba |

02.12.11

http://www.renenaba.com:80/la-credibilite-de-l'opposition-syrienne-a-l'epreuve-du-parrainage-franco-turc/

2-2 Oulala : Les Coups d'Etat pour la "démocratie"
Après la Libye, après la Syrie, la Russie est sur la sellette - et à la marge, la Chine, en permanence d'ailleurs. Les Médias s'en donnent à coeur-joie : Tout est bon pour dresser l'opinion "internationale" (notamment à travers des supports comme France24) contre les pays ciblés pour leur non-alignement ou (et) convoités pour leurs ressources. On va même jusqu'à nous apitoyer sur le sort d'enfants torturés et tués, soi-disant, par les Syriens fidèles à leur dirigeant. Un peu gros, quand même ! Les montages habiles ne nous feront pas oublier toutes les jeunes victimes des guerres néo-coloniales de l'OTAN...
La Syrie est dans le collimateur. Et son protecteur russe, aussi, à la faveur des dernières élections. Toutes les occasions sont saisies pour discréditer un pays refusant les diktats de l'Occident ; La Russie, avec son véto à l'ONU, avec ses navires de guerre postés près de la Syrie, avec ses Poutine rebelles au grand désordre établi - la Russie, donc, gêne. Elle est désormais ciblée par ceux, à Washington, à Londres, à Tel-Aviv - ou à Paris, maintenant - qui ne veulent surtout pas d'un monde multipolaire, non-aligné. Comment venir à bout d'une puissance récalcitrante comme la Russie, de surcroît dirigée par un homme à poigne, sinon en la minant de l'intérieur ? Et là, la stratégie qui a enfanté les révolutions de couleurs ou "de velours", entre en jeu. Encore et toujours ; La Libye vient d'en faire les frais, le Vénézuela a failli en faire les frais, la Biélorussie aussi, et la Syrie est ciblée ; Avec les conséquences que l'on connaît, pouvant déboucher sur une guerre civile meurtrière dument préparée par les apprentis sorciers "usraéliens", comme disent les blogueurs engagés. Car si l'on ne parle jamais d'Israël, il faut savoir que cet Etat, en toute discrétion, mène le bal, en coulisses, un peu partout, pour défendre le modèle qui lui est cher : Militaro-financier. Et la France de Sarkozy (acoquinée avec le pseudo philosophe BHL) a emboîté le pas... et même pris la tête de ces croisades "humanitaires" ou pour la "démocratie" - car il faut bien parer de toutes les vertus les ingérences néo-coloniales meurtrières et prédatrices.

Alors, comment prépare-t-on l'éclatement d'un pays, sa dislocation, comment concocte-t-on les grands changements géo-politiques, comment élabore-t-on ces "révolutions" pour "la démocratie" qui ne profitent, en définitive, qu'au Cartel bancaire et aux Multinationales de mort (Armement, Chimie, Nucléaire, pétrole, reconstruction etc) ainsi qu'à leurs exécutants ? Il faut distinguer deux périodes : Celle des Révolutions oranges, roses, jaunes, de velours... hier, et celle des guerres "humanitaires", aujourd'hui, chères aux Kouchner et aux néo-conservateurs de tous poils.

Les révolutions de couleurs

Georgie, Ukraine, petite Serbie, Kirghistan... souvenez-vous !

Le scénario est identique. Je rappelle au passage ce que j'ai constaté de mes yeux à la télévision - retour en arrière : En Ukraine, les manifestants, gelés, guettent le moment de donner l'estocade au Régime pro-

Russe. Au Journal de Fr2 de 13 h, on annonce que les opposants au régime ont froid, et que des Organisations "juives" charitables se chargent de leur permettre de tenir en leur offrant des soupes bien chaudes. On n'a pas l'habitude de voir ce type d'associations se pencher sur le sort des "goys" (Non-Juifs). Je me suis demandé pourquoi les citoyens Juifs étaient pris d'une soudaine fringale de solidarité... Plus tard, j'ai compris qu'un pipe-line était en projet dans la région, entre autres. En cherchant bien, on s'aperçoit toujours que le pétrole n'est pas loin... mais pas seulement. Or donc, au Journal de 20 h de l'inénarrable Pujadas, la même information est passée, avec un mot en moins : "Juives". Des Associations charitables (désintéressées, bien sûr !) pourvoyaient au nécessaire des manifestants opposés au régime soutenu par la Russie. Depuis, les Juifs, ou les Médias, se sont faits plus discrets. On ne fait pas une boulette deux fois. Mais moi, ce jour-là, j'ai commencé à m'interroger sur le rôle des Juifs en Ukraine, et dans les autres révolutions... En fait, pour tout dire, si on ne parle jamais d'Israël, ou évidemment du Mossad, il n'en sont pas moins très présents, et actifs. Passons...

Jusqu'à la fin des années 70, c'était la CIA qui orchestrait les changements stratégiques, comme au Chili d'Allende. On se souvient du sinistre Plan Condor, entre autres. Puis la tâche fut confiée à des Organisations ou à des Fondations américaines attachées à la promotion de l'Economie de Marché, comme le National Democratic Institute for International Affairs ou l'Open Society Institute également connu sous le nom de Fonds Soros, travaillant en collaboration avec les Mouvements locaux d'Opposition. Un objectif essentiel : Accroître l'influence américaine en Eurasie au détriment de celle de la Russie, comme en Georgie, qui d'ailleurs reçoit une aide militaire de Washington... et de Tel-Aviv.

Les ONG ont vite pris le relais, dument mandatées par les bailleurs de fonds internationaux pour promouvoir l'économie de marché... et la "démocratie". Avec le soutien des Ambassades (on comprend mieux la colère des Iraniens, connaissant le rôle plus qu'ambigu de ces Officines anglo-saxonnes ou israéliennes, surtout attachées à déstabiliser les pays rebelles à leur dictature impériale).

Le prétexte est toujours le même : Des élections "truquées". On mobilise les masses, les opposants, on les structure, on les fédère, et les Médias prennent le relais comme instruments de propagande. Les représentants des fondations américaines ou des ONG se chargent d'exporter la "démocratie", d'apporter, clés en mains, soutien et dirigeants formés outre-Atlantique - élaborant, en liaison avec les Agents de Renseignement et avec les Diplomates sur place, les stratégies "gagnantes", celles qui permettront de mettre en place les marionnettes dociles comme en Georgie.

A chaque fois, les leaders sont des étudiants éblouis par les mirages de l'Occident (les jeunes sont d'ailleurs plus malléables), leur Mouvement a un logo, une couleur, des tee-shirts, des moyens de communication - il y a tout un "marketing", toute une panoplie. La Révolution, le coup d'Etat se fait "en douceur", en appliquant les consignes de Gene Sharp, théoricien de la Révolution non violente. Dans ses écrits, il explique comment neutraliser l'Armée fidèle au Régime en place, comment fraterniser avec la Police, comment retourner les fonctionnaires locaux. Les leaders étudiants sont envoyés en stage aux Etats-Unis, on leur explique comment prendre le pouvoir. Au besoin, d'ailleurs, les responsables de Mouvements de jeunes sont achetés. L'Oncle Sam ne lésine jamais sur les moyens... Complot de l'Occident, ou pas ? A chacun de décider...

Les interventions "humanitaires", le droit d'ingérence

Avec des hommes comme Kouchner, avec les néo-conservateurs, la stratégie évolue, particulièrement lorsqu'il s'agit de régimes "coriaces", bien implantés, populaires auprès de leur population - en Libye, par exemple. Le droit d'ingérence, de faire la guerre pour la paix ou pour des raisons humanitaires, ce droit-là se substitue désormais aux plans de Révolutions "douces", de couleurs. Si la stratégie diffère, les buts sont les mêmes (géopolitiques, de contrôle et de prédation), et les méthodes aussi, finalement, mais plus musclées. Voici donc venu le temps des interventions, déstabilisations en tous genres, chaos, guerres civiles, et même guerres. A l'occasion des dernières élections, la Russie est désormais ciblée, de l'intérieur, en attendant mieux (ou pire). Les projecteurs des Médias aux ordres sont braqués sur Poutine.

Il faut dire que l'homme est retors, il ne se laisse pas manipuler et il est attaché à son pays. Tout est fait dans le but de le déconsidérer pour mieux l'abattre, ensuite. Vous avez dit ingérence ?

Le même scénario est appliqué à tous les pays non-alignés ou représentant un défi stratégique pour l'Occident : Les opposants et les étudiants sont ciblés, puis formés voire achetés ; Les Mouvements de dissidents sont encouragés ; Les réseaux sociaux sont amplement utilisés pour répandre la "bonne parole" civilisatrice. La pseudo démocratie (à base d'alternance de partis quasiment identiques) est imposée - bien peu démocratiquement. Gorbatchev, l'homme de l'Occident plutôt que celui de la Russie, prêche aujourd'hui contre les "élections truquées", et plaide pour leur annulation. Sa voix ne porte pas en Russie, car elle est largement déconsidérée. Mais le bonhomme intervient : Tout est diligemment répercuté par les Médias collabos. En sous-mains, les Fondations US et les ONG financent la dissidence. Il s'agit d'exporter le modèle occidental, même s'il n'est pas compatible avec les valeurs du pays (comme dans les pays arabes ou en Russie - ce pays, par exemple, lui préfère "l'homme fort").

Quel processus de "démocratisation" ? La colère des opposants, quels qu'ils soient, est instrumentalisée et relayée par les Médias ; les manifestations sont pilotées depuis Washington, Londres, Tel-Aviv et le Paris de Sarkozy ; les Ambassades sont détournées de leur fonction originelle pour susciter les coups d'Etat - comme en Syrie ou en Iran - et renverser les régimes indépendants ou hostiles ; la jeunesse est conditionnée ou corrompue par les Agents étrangers ; Internet est abondamment utilisé pour servir les changements souhaités ; des volontaires sont envoyés - libyens du CNL pour la Syrie, par exemple, ou turcs ; les pressions se multiplient, bien ciblées ; les débats sont encouragés ; les ONG sont largement utilisées...

Et quand cela ne suffit pas, dans un deuxième temps, et c'est ce qui caractérise cette nouvelle période, des combattants ou pire encore des mercenaires sont infiltrés, de pseudos attentats sont provoqués (par exemple contre les Chrétiens d'Orient, afin de les dresser contre leurs amis arabes ou musulmans désignés comme responsables), l'ingérence devient armée, comme à la frontière de la Syrie, ou au sein même du pays...

Colin-Powell lui-même n'hésitait pas à parler, à propos des ONG, d' "équipes de combat" (On comprend mieux pourquoi Poutine les a chassées, événement que les Médias ont présenté comme une atteinte insupportable à la démocratie). Les Révolutions sont de moins en moins douces, et de plus en plus "musclées", armées. A partir de la chute du Mur de Berlin (remplacé par celui de l'Argent), le droit d'ingérence "humanitaire", ou pour la paix, est invoqué afin de justifier les interventions militaires occidentales. Une fois le Cheval de Troie en place, la déstabilisation se mue en guerre civile puis en guerre - comme en Libye, comme en Syrie, bientôt. Tout est bon pour imposer la démocratie, même les bombardements - et la ruine d'un pays très prospère comme la Libye de Kadhafi. Les Industriels de la reconstruction se frottent les mains, et le Pentagone aussi. Place aux prédateurs ! La Syrie est appelée à connaître le même sort, après la Libye et avant l'Iran - en attendant les gros morceaux russes et chinois.

L'ingérence humanitaire ou pour la paix et la démocratie, cache des motifs peu avouables, bassement matériels et très géo-politiques. Et les monarchies pétrolières jouent un rôle non négligeable dans ces Révolutions censées apporter le bonheur, en réalité soumettant les peuples rétifs, comme en Libye, à l'idéologie sauvage du marché, à la Loi du plus fort, à la Pensée unique de l'Occident, militaro-financière. Tout cela au nom de la pseudo supériorité d'un modèle qui chaque jour un peu plus, montre ses brutales limites.

Derrière ces Coups d'Etat déguisées en œuvres humanitaires ou pour la démocratie, se cachent les sempiternelles guerres de conquêtes, de contrôle des esprits et des ressources, pour tout dire : impériales, impérialistes, néo-coloniales. Et si on appelait enfin les choses par leur nom ?

Au final, la jeunesse des pays convoités, sous influence, est abusée, la lutte contre le terrorisme ou pour la démocratie se mue en combat pour le changement de régime rebelle aux diktats de l'Occident, avec à

la clef, comme en Libye, le cortège habituel de malheurs exportés par les Anglo-Saxons et les Israéliens : Paupérisation, chômage, endettement, pillage des ressources, lois liberticides, etc.

L'oeuvre "civilisatrice" de l'Occident est en réalité synonyme d'oppression pour les peuples soumis aux changements imposés... voilà la vérité qu'on ne lira jamais dans les Médias aux ordres de l'Oligarchie financière.

http://www.oulala.net/Portail/spip.php?article5419

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

3-1 Simon de Beer : « Il faut qu'un Européen gouverne en Syrie ».

Rencontre avec un opposant syrien.
J'ai rencontré dans les couloirs de l'Université de Bruxelles un homme qui placardait des affiches en arabe. Au bas de celles-ci, il était écrit en français : « Résidents syriens en Belgique », suivi d'un numéro de téléphone et d'une adresse e-mail. Ne sachant pas lire l'arabe, j'ai engagé la conversation pour savoir si le texte était politique et prenait position sur les événements qui frappent actuellement la Syrie.
« Assad pire que Hitler »

« Il s'agit d'un texte destiné à faire prendre conscience des massacres perpétrés par Bachar El-Assad », me répond le colleur d'affiches (appelons-le Nassim). « Le gouvernement syrien s'est lancé depuis plusieurs mois dans une violente répression pour étouffer les aspirations légitimes du peuple. Alors que celui-ci manifeste pacifiquement pour obtenir plus de liberté, l'Etat répond systématiquement par la force, causant la mort de milliers de gens. En Europe, vous avez connu Hitler, mais Assad est pire qu'Hitler ! ».
Voyant mon étonnement, Nassim poursuit : « Bachar el-Assad soutient le terrorisme international et constitue une menace permanente pour la paix dans le monde ! »
Je demande d'un air étonné : « La Syrie a donc déjà commis des attentats ? »
« Bien sûr ! » répond Nassim. « Elle a par exemple fait assassiner Rafiq Hariri, l'ancien premier ministre libanais. »
Effectivement, Rafiq Hariri est mort dans un attentat-suicide en 2005. Cependant, son fils, bien que personnage-clé de l'opposition syrienne, a reconnu que les accusations imputant la responsabilité de cet acte à la Syrie étaient infondées (1)... Le seul exemple donné par Nassim – car il n'y en eut pas d'autres – était donc peu probant, surtout à propos d'un dictateur censé donner des leçons de barbarie à Hitler...

Guerre et recolonisation sont la solution
Que faire pour mettre un terme à la férocité de Bachar El-Assad ? Une seule solution pour Nassim : l'intervention militaire. Peu importent les risques encourus, il faut absolument en finir avec la dictature syrienne, au prix d'éventuelles victimes collatérales. « Les Syriens veulent tous un changement », jure Nassim. « Ceux qui disent le contraire mentent par peur de représailles. »
N'y aurait-il donc aucun partisan du régime ?
« Si », répond Nassim. « Quelques-uns. Mais ils sont manipulés ! Vous savez, les Syriens ont une conscience politique très faible, ils ne sont pas capables de penser la démocratie comme les Français ou les Allemands, ça ne fait pas partie de leur culture. Je vous le dis, il vaudrait mieux que ce soit un Européen qui gouverne la Syrie. »
Il n'y a donc pas qu'en Libye que des nostalgiques des colonies font partie de la rébellion. De quoi se poser des questions sur les véritables intentions des pays occidentaux dans la région... Quoi qu'il en soit,

je ne comprends pas comment un peuple, dont on vient de me dire qu'il manifestait nuit et jour pour plus de liberté, peut n'avoir aucune conscience politique et ne rien comprendre à la démocratie...

Une opposition fréquentant le beau monde
Nassim m'explique que ses idées sont minoritaires en Syrie. Exilé depuis trente ans en Europe, il a eu la chance d'y être confronté aux « valeurs occidentales ». Selon lui, deux réformes doivent être immédiatement accomplies en Syrie : d'abord ouvrir pleinement le marché aux entreprises internationales ; ensuite entamer une normalisation des relations avec Israël. Visiblement, ce ne sont pas des revendications du même ordre que celles des manifestants égyptiens et des tunisiens, sortis dans la rue pour réclamer une meilleure répartition des richesses et plus de libertés politiques. En ce qui concerne Israël, plus particulièrement, il est peu probable que les Syriens acceptent une « normalisation des relations » tant que ce pays continuera d'occuper illégalement une partie de leur territoire (le Golan)... D'où la question suivante : qui sont ces Européens que Nassim fréquente depuis trente ans et qui lui ont inculqué les « valeurs » de la démocratie ? « Je connais plein de gens importants ! », répond-il fièrement. « Notamment des hommes politiques haut placés. » J'apprends ainsi que son ex-femme, avec qui il est encore en très bons termes, siège au Conseil de l'Europe, ce qui lui a permis de fréquenter le gratin du monde politique européen. Nassim – vous l'aurez compris – n'est pas un réfugié de n'importe quel type. Il n'a pas grand-chose à voir avec le sans-papier tunisien qui fait chaque semaine le ménage chez mes voisins...
En Libye, l'OTAN est intervenue sous prétexte de protéger le peuple d'une sanglante répression. On sait aujourd'hui que les rebelles étaient lourdement armés, minoritaires et composés des franches les plus réactionnaires de la société. Bachar El-Assad a vu le sort qui a été réservé à Kadhafi et à ses proches. Est-il assez fou pour se lancer à son tour dans un « répression aveugle » contre des civils pacifiques, ou bien la situation est-elle plus complexe qu'on ne le dit ? Au vu de ceux qui, comme le « démocrate » Nassim, soutiennent les rebelles depuis l'étranger, on a de fortes raisons de s'interroger.

Notes

(1) Reuters

Simon de Beer

Source : michelcollon.info

30-11

http://www.michelcollon.info/Il-faut-qu-un-Europeen-gouverne-en.html

---

---

3 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information.

3-1 Louis Denghien : A défaut d’intervention… Sarkozy prépare la guerre civile en Syrie.

Le Canard Enchaïné avait déjà indiqué que des agents de la DGSE pouvaient encadrer bientôt,en territoire turc, les « combattants de l'opposition syrienne » (voir notre article « La dernière folie de Sarkozy : la DGSE au secours de l'ASL ! « , mis en ligne le 23 novembre). L'hebdomadaire – pas seulement – satirique revient sur le sujet dans son dernier numéro, avec des informations d'un plus haut degré de gravité : Sarkozy et consorts projetteraient de participer à une « intervention limitée » de l'OTAN contre la Syrie, ce à partir de la Turquie qui « pourrait être la base arrière » de cette « intervention limitée, prudente et humanitaire de l'OTAN, sans action offensive« .
Complot criminel à ciel ouvert
Louis Denghien

Jeudi 1 Décembre 2011
Info Syrie

Commentaires

Nb

.Posté par Al Dhamir le 01/12

Il serait intéressant de déterminer quelle sera l'attitude des citoyens français si un président d'un pays étranger décide de provoquer une guerre civile dans leur pays. Surtout lorsque cette agression et cette ingérence se fait en leur nom et sans leur consentement encore moins leur avis (référendum). Nous devons réfléchir pour l'avenir de nos enfants et des générations. De quel héritage devront-ils bénéficier ? Car les auteurs et les acteurs qui sont les principaux responsables ne seront plus là. Le chemin a été montré par les Etats-Unis qui ne veulent dévoiler la vérité sur l'assassinat de leur Président en Novembre 1963, en dépit de la liquidation pure et simple des 247 témoins du rapport Warren en une année, qu'en 2028, c-à-d lorsqu'on ne pourra plus demander des comptes à leurs auteurs.

1 Posté par polo33 le 01/12/

A force d'énerver les russes ils vont débarquer en Syrie pour protéger les syriens tout simplement
la Syrie c'est le pré carré de l'accès méditerranéenne russe n'oubliez pas que les russes peuvent pénétrer en Syrie si Assad leur demande assistance et cela sans mandat
Sarkozy n'a aucune chance là bas ,c'est vitale pour la flotte russe ,il y a aura surement des troupes russes j'en suis persuadé ça m'étonnerait que poutine va offrir un corridor à l'OTAN pour attaquer son pays parce que les usa ne veulent qu'encercler l'Asie et en particulier la Russie

2 .Posté par panh le 02/12/

Al Dhamir@ Excellente analyse chère ami, en effet il serait intéressant de connaître la réaction des français si un dirigeant d'un autre pays tenter de fomenter une guerre civile chez eux on finançant et entraînant des groupes armées comme le fait actuellement Sarkozy et consorts mondialistes qui font tout leur possible pour semer le chaos dans cette région.

3-2 Jean-Michel Vernochet : Bachar El Assad, sur le volcan Proche-Oriental.
Propos recueillis par Jean-Michel Vernochet
jeudi 8 décembre 2011

2 février 2006.

Sur un ciel de traîne se détache le Palais du peuple, sorte de dalle coiffant une colline dénudée surplombant Damas.

L'arrière du palais s'ouvre sur un hall immense aux murs nus et clairs le long desquels se détachent des hommes en noir. Au centre, un large tapis rouge trace une allée montant par degrés successifs vers le salon présidentiel dont les baies vitrées dominent la ville. Bachar el Assad, grand mince, presque frêle, attend ses hôtes.

L'homme n'est en rien empreint de l'apparente timidité qu'il sembla afficher au cours d'un entretien accordé à CNN et où il s'était soumis, presque de trop bonne grâce, aux questions incisives de la journaliste vedette Christiane Ananpour. Très affable, il répond librement et très directement aux questions que sont venus lui poser un groupe d'intellectuels français 1 soucieux de témoigner en toute indépendance des difficiles progrès de la démocratie syrienne dans le contexte d'une crise aiguë et générale du Proche-Orient.

Fils d'Hafez el Assad, Bachar accède la présidence en juillet 2000 à l'issue d'un referendum. Plébiscité par la volonté populaire, il entreprend un difficile processus de modernisation du pays. Ouverture au monde qui passe inéluctablement par la réforme de structures institutionnelles rigides établies avec la Guerre froide et un demi-siècle d'état de belligérance avec Israël. Depuis 1948 et l'occupation des hauteurs du Golan en 1967, les deux États sont en effet restés en guerre, au moins officiellement.

Bachar, né à Damas le 11 septembre 1965, se destine tout d'abord à l'exercice de la médecine et non à celui du pouvoir. Il aborde ses études à l'école franco-arabe de Damas ; jeune médecin ce n'est pas en France (parce qu'étranger) qu'il trouve la possibilité d'acquérir un diplôme d'ophtalmologie de valeur identique à celui obtenu par les nationaux ! Il achève donc sa spécialisation à Londres où il oublie quelque peu sa pratique de la langue française, idiome d'ailleurs aujourd'hui largement supplanté en Syrie par l'anglais.

1963, le Baas, parti à la fois social et nationaliste panarabe, prend le pouvoir en Syrie à l'occasion d'un coup d'État. À la suite de la guerre dite des Six jours de 67, Hafez el Assad bouscule en novembre 70 la faction prosoviétique et prend les commandes. À Partir de là le clan alaouite auquel il appartient va régner sans réel partage sur les destinées de la nation syrienne. Les Alaouites classés par commodité dans la famille des musulmans chiites professent en réalité un syncrétisme religieux dont certains aspects ne sont pas très éloignés du christianisme.

À la mort accidentelle de son fils aîné Bassel en 94, Hafez demande à Bachar de rentrer. Il parvient à faire accepter à la direction du Baas le principe d'une transmission du pouvoir à son fils cadet, évinçant du coup de la succession le vice-Président Khaddam. Le même qui depuis a rejoint l'opposition et trouvé en juin 2005 refuge à Paris d'où il dénonce maintenant à la vindicte internationale ses anciens amis.

Dès novembre 99, se substituant à son père atteint par la maladie, Bachar assume des responsabilités d'État et se rend ainsi à Paris pour y rencontrer Jacques Chirac. Aussitôt élu, Bachar entreprend une libéralisation économique et politique. Les prisons se vident de leurs opposants au régime et l'état d'urgence qui règle la vie du pays depuis 1963 est levé. Mais le Printemps de Damas est de courte durée en raison des oppositions, celle de la vieille garde en particulier, où le président Khaddam exerce toujours une forte et décisive influence.

En mai 2001, Bachar accueille Jean-Paul II à Damas et désavoue l'invasion de l'Irak alors même que son père avait en 1990 rejoint la coalition occidentale pour la première guerre du Golfe. À partir de là Bachar ne trouvera plus grâce aux yeux de Washington qui déclenche contre le régime baasiste un tir de barrage accusatoire qui n'est pas sans rappeler l'argumentaire utilisé pour diaboliser Bagdad avant l'assaut final.

La Syrie, en tête de liste des États susceptibles de soutenir le terrorisme, est accusée pêle-mêle d'abriter les armes de destructions massives, les siennes ou celles exfiltrées par Saddam, de soutenir la guérilla du Hezbollah au Sud Liban, de laisser passer des armes à destination des résistances irakiennes... Tant et si bien que la France, qui souhaite revenir dans le giron atlantique et peut-être aussi conserver une ombre d'influence dans les affaires du Levant, prend l'initiative de la Résolution 1559.

Votée par le Conseil de Sécurité le 2 septembre 2004, la R.1559 enjoint la Syrie d'achever le retrait déjà amorcé en juin 2001 de ses troupes du Liban où les occidentaux l'y avaient tacitement installé à la fin de la guerre civile libanaise avec la signature des accords de Taëff en 1989. Fin avril 2005 la Syrie a rempli ses obligations à l'égard de la Communauté internationale mais n'en a pas fini pour autant avec les procès d'intention. Le « loup américain », l'expression de fraîche date est de Vladimir Poutine lui-même, renvoie toujours et encore l'accusé Bachar à ses supposées turpitudes.

L'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri en février 2005 va sonner l'hallali. Le pouvoir syrien ne pouvant être qu'automatiquement coupable, l'attentat va doper la machinerie judiciaire mise en place pour instruire le procès à charge contre la République arabe syrienne, baasiste pour son plus grand malheur comme l'était sa voisine l'Irak. Or, une seule crainte unit aujourd'hui toutes les composantes de la société syrienne : que l'Occident n'ouvre en Syrie, comme il en a le génie, l'un de ses chantiers démocratiques qui font merveille en Afghanistan et tout à côté, en Irak !

Une Commission d'enquête pilotée par l'Allemand de Mehlis est chargée d'établir l'implication directe du régime dans le meurtre d'Hariri. Cela ne va pas cependant sans difficulté : alors que les témoins se multiplient, et parmi eux l'ex-vice-président Khaddam, le principal témoin est convaincu de mensonge et finit par avouer avoir été acheté pour impliquer le premier cercle du pouvoir syrien. Conséquence, le rapporteur de l'enquête internationale démissionne, exit de Mehlis. Mais le mal est fait, le doute est durablement installé et le pitt-bull américain ne lâche plus prise espérant parvenir à susciter à Damas l'une de ces révolutions oranges qui jouent sur le velours, épargnant la vie des boys et les dollars des contribuables de l'Oncle Sam.

Dans ce contexte, le Président Bachar el Assad montre le visage d'un dirigeant conscient de ses responsabilités envers le peuple syrien. Ceci dans une conjoncture particulièrement difficile, au voisinage d'un Irak en proie à un chaos où les pertes quotidiennes d'une coalition qui se délite avec le départ des Italiens, atteint des niveaux inédits, enrageant une Administration américaine qui, n'acceptant pas de perdre la face, choisira peut-être une mortelle fuite en avant.

Comment caractériser la conjoncture actuelle ?

BEA. Nous vivons une période critique pour la Syrie et le Proche-Orient tout entier et au-delà, pour l'Europe. Le problème est qu'en politique les élites vraies ont disparu. Ce pourquoi l'affrontement se rencontre plus fréquemment que le dialogue.

J'avais déjà insisté sur cet aspect des choses dès avant le 11 Septembre. Nous nous trouvons maintenant à une dangereuse croisée des chemins. Beaucoup n'ont pas voulu voir que nous arrivions à un carrefour particulièrement dangereux, ils ont préféré garder la tête sous le sable en adoptant la politique de l'autruche et ne rien voir venir. Mais maintenant, nous sommes bien obligé de nous rendre aux évidences. Nous devons en conséquence éviter la langue de bois, un langage propre aux politiciens, et accepter de voir les choses telles quelles. De les regarder en face, d'affronter les réalités du terrain sans faux-fuyant. Je le disais déjà il y a un an et demi au Premier Ministre espagnol [Aznar], la question ne se

pose pas de savoir si vous percevez le Hamas comme « terroriste » ou non, il s'agit d'être concret, pragmatique, de considérer les faits et les hommes qui pèsent et agissent, car il sera autrement impossible d'aboutir à la paix. La paix ne saurait être conclue qu'avec les forces réelles, celles qui sont à l'œuvre sur le terrain politique, diplomatique, militaire. Si ce message avait été entendu, la situation ne serait pas ce qu'elle est aujourd'hui.

Nous sommes effectivement de plein pied dans un nouvel ordre mondial de la communication dominé par une perception subjective ou une lecture partielle des événements ?

BEA. Certes, nous vivons un nouvel ordre médiatique, visible depuis le début des années 90 et nous ne nous y sommes pas encore complètement adaptés. Ou plutôt nous n'avons pas consenti l'effort nécessaire pour nous y insérer. C'est là [pour nous Syriens] l'un de nos points faibles.

Avant 1990, nous ne ressentions pas de façon aussi aiguë la nécessité de communiquer avec le monde extérieur [au monde arabe]. Développer l'outil de communication ave les autres cultures ne nous semblaient pas indispensable, nous vivions sur l'acquis [allusion aux liens culturels et linguistiques avec la France, entre autres], les choses allaient d'elles-mêmes. Depuis nous avons accumulé du retard. Un retard que nous essayons à présent de combler.

Nous voyons qu'avec les journalistes comme avec les médias, il faut comprendre la terminologie de l'autre, sa façon de penser. À ce propos, je constate que le fossé d'incompréhension [qui s'est] creusé entre nous et les Etats-Unis est plus profond qu'avec l'Europe. Plus d'ailleurs avec l'Europe du Nord qu'avec l'Europe du Sud, l'Europe de l'Orient et de la Méditerranée.

Nous assistons par conséquent actuellement à une accumulations d'effets négatifs dont l'incidence se fait sentir sur l'ensemble du Proche-Orient, mais aussi surtout chez nous. Cela est du en grande partie à un déficit de communication entre nous [arabes et occidentaux]. Pour pallier cela, nous avons engagé l'âpre, la difficile bataille de la communication parce qu'il faut bien admettre que, pour des raisons multiples, les médias ne comprennent pas notre point de vue, notre logique et à cause de cela, n'assurent pas convenablement leur fonction de transmission de l'information.

Le journaliste, l'intellectuel, sont des médiateurs. Le journaliste prend l'information telle quelle, sous sa forme brute, non élaborée, immédiate. L'intellectuel l'analyse, il raffine l'information pour en dégager le sens le plus objectif possible. Tout deux sont nécessaires pour renouer un dialogue des cultures vital pour la paix et le développement, avec au bout le nécessaire dialogue entre les décideurs politiques et les gouvernements.

Vous dites « dialogue des cultures » là où aujourd'hui la tendance est à évoquer le choc des civilisations ?

BEA. Je crois qu'il faut établir des mécanismes de dialogue entre les cultures et non entre les civilisations, ceci pour la simple raison que nous appartenons tous, Orient et Occident, à une seule et même civilisation, la civilisation humaine. Nous possédons donc en principe des bases communes pour construire ce dialogue ou pour le relancer.

Il existe cependant des conditions à ce dialogue des cultures. Il faut tenir compte de l'histoire des hommes qui façonne leur vision des choses et du monde. Par le passé, nous avons réussi à établir et maintenir le dialogue entre musulmans et chrétiens qui autrefois luttèrent côte à côte à l'occasion des croisades. En 1029 Richard Cœur de Lion combattit aussi bien les Arabes chrétiens que musulmans. Ce qui explique que dans notre mémoire historique il n'y ait pas d'opposition de statut ou de nature entre Chrétiens et Musulmans.

C'est également pour cette raison que le système laïc s'est aussi facilement imposé [en Syrie avec en 1977 l'instauration du régime baassiste]. Ce pourquoi nous récusons formellement la terminologie

associée au prétendu « choc des civilisations » qui crée un état d'esprit délétère, celui de ces prétendues nouvelles croisades des temps modernes. Trouvons donc ensemble des bases pour réengager le dialogue des cultures et des hommes. Pour notre part nous y sommes prêts, nous l'attendons.

Un dialogue en perte de vitesse avec la France ?

BEA. Deux points me semblent importants concernant les relations franco-syrienne. Les relations politiques sont actuellement détestables, mais excellentes dans tous les autres domaines. La France joue un rôle déterminant en Europe et important sur la scène internationale. Or, la dégradation de nos relations est essentiellement liée à la personne de M. Chirac parce qu'il était lui-même très lié à M. Hariri, lequel de son côté, il faut le rappeler, était très proche de nous, syriens.

Avant l'assassinat de M. Hariri, la relation entre nos deux pays était direct. Elle ne passait ni par le Liban, ni par M. Hariri. Elle n'était pas tributaire des fluctuations de la conjoncture politique. De la même façon, aujourd'hui ces liens ne peuvent exister ni avec la France, et à travers elle avec l'Europe, en faisant constamment du « yoyo » en fonction de la situation au Liban ou des états d'âme des uns ou des autres.

Sous Mitterrand de nombreux points de désaccords étaient apparus, la relation n'était pas chaude mais nous respections la personne de M. Mitterrand. Nos relations n'étaient alors pas liées à des questions de personnes, encore moins à la personne du président. En Europe, la France occupait alors une position déterminante. Ses orientations guidaient et même s'imposaient à l'Europe, notamment par sa défense de l'indépendance des États et des peuples, par celle du principe souveraineté.

À présent ni la France, ni l'Europe ne sont plus présentes sur la scène du Proche-Orient. La France s'est affaiblie et ces dernières années son influence a même diminué en Europe. Une Europe qui a entrepris de commercialiser la politique américaine dans la région. Nous devons faire le constat qu'il n'existe plus de politique européenne spécifique, indépendante de la politique des Etats-Unis. Surtout dans le domaine de la paix où l'Europe n'a plus le rôle moteur qu'elle devrait ou qu'elle pourrait tenir.

Cependant, indépendamment de ces circonstances peu propices, nous nous sommes efforcés de préserver la qualité des échanges culturels, scientifiques et techniques, cela bien que certains pensent que l'influence culturelle française est en pleine régression. Malgré cela, j'ai moi-même pris la décision d'intégrer les instances de la Francophonie. Le français est en effet la deuxième langue enseignée dès le lycée, avec l'anglais,. Et bien, notre demande d'association à la Francophonie, s'est heurtée aux réticences du gouvernement français.

Je crois finalement que dans le domaine culturel nous assistons à une démission générale. Plus personne ne s'intéresse vraiment à la culture aujourd'hui dominée par la toute puissante industrie hollywoodienne. Si les liens culturels se distendent, peut-être le renforcement des échanges économiques pourraient-il s'y substituer afin de contribuer à une meilleure connaissance réciproque des hommes et de leur culture ?

Vous pensez ainsi que les échanges économiques pourraient se substituer aux liens culturels ?

BEA. Nous préférerions tirer nos modèles de l'expérience européenne mais nous devons nous rendre à l'évidence qu'il existe une hégémonie de la culture américaine et, ces dernières années, une absence de plus marquée de la culture proprement européenne et française. La France n'a pas su tirer parti pour exporter sa langue et sa culture et à travers elle, sa vision du monde, de l'extension planétaire d'Internet.

Si je tire une leçon de mon expérience personnelle, ma deuxième langue était le français, mais lorsque j'ai voulu achever en France des études de médecine commencées en Suisse pour me spécialiser [en ophtalmologie], je ne me suis vu offrir en tant qu'étranger qu'un diplôme de deuxième catégorie, c'est-à-dire de moindre valeur universitaire. Je suis donc allé achever ma spécialité à Londres. Il faut être lucide : la culture américaine occupe à présent la place laissé vacante par la France. Et puis la logique

économique pousse naturellement à parler la langue internationale du commerce et des échanges. Nous parlons la langue de ceux avec qui nous traitons, ce qui d'ailleurs a déjà incité certains, ici en Syrie à apprendre le chinois.

Renforcer les relations économiques suppose une libéralisation de la société syrienne dans son ensemble ?

BEA. Nous avons, il y a cinq ans déjà, engagé un processus de libéralisation de la société syrienne. La libéralisation de la vie politique accompagnant une libéralisation dans tous les autres secteurs de la vie publique. Ce processus tient évidemment compte des réalités sociales, culturelles, historiques de la Syrie. La première étape a consisté à engager le dialogue intérieur, processus qui a conduit à la création de groupes d'opposition. Ceci ayant abouti, au cours une seconde étape, plus récente, à la création de partis et à la rédaction d'une nouvelle loi électorale porteuse d'un vision nouvelle du devenir de la société syrienne. Ce processus de réforme relève d'une conception globale pour notre transformation sociale, aussi bien politique qu'économique. Pour l'accomplir, dans le contexte difficile qui est le nôtre, j'attendais le soutien de l'Union européenne. Il y a eu bien sûr des applaudissements, mais je n'ai rien vu venir d'autre !

Quel est l'état d'avancement de ces réformes ?

BEA. La nouvelle loi est prévue depuis trois ans maintenant, mais nous avons engagé le processus de réforme avec deux années de retard et il avance lentement, principalement en raison de l'instabilité internationale de puis le 11 Septembre et depuis, à cause de la guerre à nos frontières, en Irak.

Je ferai observer que le discours occidental prône la démocratie mais que les faits sont la plupart du temps en contradiction avec les intentions et les déclarations. Pensez au camp de concentration de Guantanamo, au cent mille victimes de la guerre – pour la démocratie – en Irak, à l'Afghanistan... Quant à l'Europe, elle s'immisce indûment dans les affaires d'autrui, par exemple au Liban ! N'oubliez pas que la Syrie est au cœur de la tourmente depuis un demi siècle et que les ingérences occidentales sont toujours étrangement unilatérales.

Car, quand la France s'occupe des détenus politiques dans les prisons syriennes, elle oublie de se préoccuper du sort des 500 000 réfugiés [en Syrie] chassés de leur terre. Nous avons également souffert de l'extrémisme [religieux], auquel nous avons été durement confrontés il y a vingt quatre ans 2. Et nous sommes d'accord pour dire que la démocratie ne peut aller de paire avec le radicalisme et le fanatisme. Nous souhaitons des partis laïcs, mais la réalité est autre [les Frères musulmans sont aujourd'hui à nouveau la seule force organisée face au pouvoir baasiste]. C'est pour ces raisons que nous ne pouvons entièrement suivre nos désirs. La loi qui verra le jour sera moins libérale que celle que nous aurions souhaitée parce que nous devons impérativement tenir compte de la réalité. Il est essentiel de parler de démocratie, mais il faut aussi tenir compte des faits. Et les faits sont têtus, il faut admettre qu'ici, dans la région et en Syrie, la démocratie soufre terriblement de la guerre. La démocratie ne peut se construire que dans un environnement apaisé, dans la stabilité et les relations de confiance réciproque.

La démocratisation passe également par les libertés économiques ?

BEA. Nous avons adopté un modèle que nous appelons l'économie sociale de marché. L'économie de marché est bien entendue fondée sur l'offre et la demande ; quant à la dimension sociale de notre politique économique, elle concerne l'aide que l'État doit prodiguer aux classes les plus démunies. L'État intervient également pour garantir et assurer le respect des droits des salariés du secteur privé, sans interférer cependant sur celui-ci, enfin pour soutenir la création d'emplois.

Un grand débat est engagé entre la Fédération des travailleurs syriens [Union syndicale] et le patronat. Le débat est intense et concerne la privatisation. Beaucoup s'y opposent encore pour des raisons

techniques. Mais nous avons le devoir de relancer l'emploi et pour cela de favoriser l'essor d'un secteur privé dynamique. Or toutes les conditions pour ce faire ne sont malheureusement pas encore réunies.

Simultanément nous oeuvrons à rendre plus performant un service publique réputé être facteur de déficit. À court terme la modernisation du secteur public nous donnera le temps nécessaire à réfléchir utilement sur son développement et sur son avenir. Prioritairement nous nous attachons [dans le secteur public] à réduire les gaspillages et à optimiser les rentrées.

La démocratie peut également conduire des partis confessionnels au pouvoir comme cela vient d'arriver avec le Hamas ?

BEA. Là encore, il faut considérer les faits et adopter une attitude conforme à la réalité sans pratiquer comme trop souvent la politique de l'autruche ! Comment peut-on contester ou éventuellement, s'opposer à un gouvernement élu, sans contestation possible, par le peuple lui-même ? Ce résultats est la conséquence logique d'une situation où prévaut l'absence totale d'espoir [pour le peuple palestinien]. C'est aussi une réaction normale, naturelle contre la corruption du pouvoir [du Fatah], la politique d'assassinats [ciblés] des dirigeants palestiniens, contre les camps de réfugiés, l'asphyxie économique des territoires occupés…

Voyez l'Iran, ou la percée des islamistes en Turquie, des Frères musulmans en Égypte. Cette évolution du paysage politique dans les pays musulmans constitue une indication claire qu'une profonde transformation est en cours, une transformation que nous devons prendre sérieusement en considération.

Après les élections [palestiniennes] j'ai rencontré les responsables du Hamas [Khaled Mechaal]. Le Hamas milite pour un État palestinien, et c'est leur droit le plus absolu. Ils veulent un État avec des frontières intangibles, un État possédant toutes les prérogatives d'un État, à commencer par l'exercice d'une libre souveraineté. Ce qui me fait dire que le Hamas n'est pas contre la paix, mais pour la paix. Cependant la paix ne se réduit pas à un simple paraphe au bas d'un accord, elle a besoin de bases solides. La paix doit en conséquence être signée entre deux peuples et non entre deux pouvoirs.

Le Hamas n'est pas un obstacle à la paix. Ce qui pourrait faire échec, c'est ceux qui pourraient créer des problèmes de sécurité intérieure à Israël [allusion aux brigades d'Al Aqsa qui conduisent des opérations suicides hors des territoires occupés ?] et parfois avec son propre soutien. Ce peut être aussi la cessation des aides extérieures [à la Palestine] annoncée par les Etats-Unis et l'Union Européenne. Si les choses devaient se passer ainsi, nous devons nous attendre à plus d'extrémisme et à plus de sang à mesure que l'espoir de paix s'éloignera. Nous devons donc réfléchir aux moyens d'adopter [de part et d'autre] l'attitude la plus réaliste, la plus pragmatique possible. Le Hamas exprime la volonté d'un « peuple » 3 , aussi devons-nous dialoguer, même si nous sommes en désaccord avec eux.

Votre credo politique est celui du respect de la volonté populaire, quelque soit les circonstances ?

BEA. C'est un principe permanent : par définition, notre politique est proche de la volonté populaire. Nous sommes derrière le peuple et quand je parle au nom du peuple syrien, je le fait avec une pleine franchise. Nous portons un regard critique sur les défauts et les erreurs de notre système politique, mais cela ne regarde pas le monde extérieur et nous n'acceptons aucune ingérence en ce domaine. Un vrai consensus existe en Syrie sur ce sujet, c'est une question non négociable de souveraineté. Nous n'avons nul besoin de recevoir de l'étranger des éloges ou des blâmes, de bons ou de mauvais points comme par exemple lors de la libération récentes de quelques opposants, ce sont nos affaires et elles ne regardent personne.

La seule chose qui m'importe de prime abord, est la cohabitation harmonieuse en Syrie, des différentes communautés 4 qui la composent. Deuxièmement, pouvoir jouer tout notre rôle, qui est important, dans l'établissement d'une paix juste. Et il n'y aura pas, il ne peut y avoir de paix sans la Syrie. Maintenant, si la Syrie se trouvait déstabilisée, cela entraînerait inéluctablement la déstabilisation de la région tout

entière. Une région déjà soumise à de terribles tensions notamment par la guerre qui se poursuit en Irak, guerre qui bien sûr nous concerne directement.

Quant aux tentatives d'isolement de la Syrie, elles ne peuvent aboutir qu'à contrarier le processus de paix et retarder le retour à la stabilité en Irak. Or, de par sa position géographique et son histoire, la Syrie est appelée à jouer un rôle de stabilisateur dans la région, ce que personne ne peut ignorer aujourd'hui.

De votre point de vue, les pressions qui s'exercent sur la Syrie participent-elles du projet américain de démocratisation du monde arabe et musulman, autrement appelé Initiative Greater Middle East ?

BEA. Nous sommes au cœur de ce projet, et nous en scelleront l'échec ou la réussite. Il faut souligner que ce projet n'est que la mise en pratique de la doctrine dite du « chaos destructif » laquelle consiste à détruire les systèmes politiques et sociaux des différents États du monde arabe pour tenter de reconstruire sur leurs ruines une démocratie sur le modèle américain. On en voit l'application et le résultat en Irak. Or, si le désordre américain en Irak fait tache d'huile, inutile de dire que toute la région en pâtira lourdement. Les Etats-Unis se montrent en effet incapables de maîtriser la situation qu'ils ont créée. Maintenant ils n'ont d'autre issue que de retirer leurs troupes comme premier préalable pour envisager un retour à la stabilité.

La Syrie a été directement mise en cause dans l'assassinat de M. Rafik Hariri ainsi que de plusieurs journalistes au Liban. Que répondez-vous à ces accusations ?

BEA. La Syrie a initié une contre-enquête. Une commission d'investigation relative uniquement aux circonstances de la mort de M. Hariri a été constituée par nous-mêmes. La partie libanaise à jusqu'ici refusé toute coopération, tout échange ou transmission d'information. Je note que par ailleurs les accusations sont exclusivement libanaises et ont été invalidées par la révélation d'une série de faux témoignages. Des témoignages fabriqués sur lesquels reposaient tout l'édifice de l'accusation.

Quel aurait pu être le mobile selon vous, de ces assassinats qui desservent gravement nos intérêts et mettent la Syrie au banc des accusés ? À qui profite ces crimes ? Pas à la Syrie en tout cas ! Quant au mobile, celui de la « vengeance » qui a été souvent avancé, il est ridicule. M. Hariri était un ami de la Syrie et on ne compromet pas l'intérêt national pour exercer une simple vengeance. Dans le domaine politique il n'y a pas de place pour la vengeance, il n'y que des intérêts, autrement dit des analyses de des calculs purement rationnels.

Pour ce qui est de la reconduction du mandat présidentiel d'Émile Lahoud, M.Hariri s'était prononcé en sa faveur, cette question ne pouvait donc en aucun cas constituer un sujet de contentieux entre nous. Ajoutons que deux des journalistes 5 victimes d'attentats se comptaient parmi nos amis., quel avantage pouvions-nous tirer de ces assassinats ciblés ? Celui de perdre le Liban ? Nous avons récolté en retour l'image désastreuse de la Syrie comme État criminel. M. Touéni [l'un des journalistes abattus] a dirigé des attaques de la plus grand violence [contre la Syrie] depuis le début des années 70. Pendant la guerre du Liban et malgré la présence de la Syrie au Liban, ses jours n'ont jamais été menacés. Pourriez-vous me dire quel aurait été notre intérêt à l'éliminer maintenant, justement après notre retrait du Liban ?

Tous ces actes [vu du côté syrien] ont un caractère profondément irrationnels d'autant qu'il n'existe aucun indices tangibles de notre implication. Je n'ai pas non plus besoin de désigner le seul État de la région qui tire un bénéfice immédiat de la déstabilisation de la Syrie…

Notes

(1) Syrie - Faits et témoignages. Éditions « Le Temps des cerises »

(2) Février 1982, la bataille de Hama fait 15.000 morts, et révèle au monde stupéfié la puissance en Syrie des Frères Musulmans. Alors principale force d'opposition, la branche syrienne de la « Confrérie » possédait en principe la capacité d'accéder par la force au pouvoir.

(3) Le peuple palestinien est généralement considéré comme partie intégrante d'une totalité qui est le « peuple arabe ».

(4) Communautés confessionnelles ou ethniques : Musulmans sunnites et chiites, Allaouites, Druzes ; Chrétiens, orthodoxes, catholiques, nestoriens ; Kurdes…

(5) Parmi lesquels, Marwan Hamadé, Druze, oncle de Gibrane Tuéni, la dernière des victimes, Samir Kassir, Georges Hawi, ancien secrétaire général du parti communiste libanais ; enfin une tentative meurtrière contre Élie Murr, ancien ministre de l'intérieur pro-syrien.

Jean-Michel Vernochet

8 décembre 2011

http://www.geopolintel.fr:80/article428.html

Chers amis,
Je reprends mon récit à partir de ce que j'ai entendu cette semaine sur la Syrie dans nos medias, et en particulier sur Homs.

« Images volées qui mettent en danger la vie de ceux qui font ces images », « au-delà (sic) de la barbarie » (?!). « D'abord qu'est-ce qui reste de la ville ? On a des images de l'Egypte, mais de la Syrie rien ou presque rien »[1][1]. Et pas grand-chose de plus après ces émissions et reportages.

J'illustrerai mon récit, aujourd'hui et plus tard, par quelques photos, faites à visages découverts : le mien et ceux des gens que j'ai photographiés avec leur permission ou à leur demande. Je mettrai tout au long de mon récit les dates, noms des lieux et des gens rencontrés. Au point de sauvagerie irrationnelle où en est l'agression contre la Syrie, tous ces témoins savent que rien ne peut les protéger contre les agresseurs : ils demandent qu'au moins on dise ce qui leur arrive.

J'appelle escadrons de la mort, sur la base des informations que nous avons tous entendus (voir reportages de nos collègues journalistes belges non suspects de complicité idéologique avec le régime[2][2]), les groupes d'assaillants arrivant d'au-delà des frontières, armés parfois de façon très sophistiquée et coûteuse, nécessitant donc un entraînement militaire dans des camps (Liban ? Turquie) et embauchant sur place des Syriens appâtés par le gain : « délinquants de droit commun », « drogués », « malades mentaux », « faibles d'esprit ». Tarifs rapportés par certains interlocuteurs : 100 dollars pour une manifestation « pacifique » contre le gouvernement, 400 dollars pour le coup de feu (et atrocités qui vont avec) : équivalent du salaire syrien mensuel moyen. Qui paye ? Qui entraîne ? Qui commande ?

Des réponses seront proposées par les gens rencontrés : pas par des anonymes, et pas, comme disent D. Pujadas et Martine Laroche-Joubert[3][3], avec des images « volées » de quelques secondes chacune, « car c'est très difficile, très dangereux » de faire des photos ou des films en Syrie : c'est faux, tous les membres de notre groupe qui peuvent parler librement, c'est-à-dire sans contrôle ou commandes de leurs rédactions, peuvent en témoigner.

Je donnerai aussi tout au long de ce récit des détails qui vous paraîtront peut-être inutiles et/ou incongrus mais qui montreront justement dans quelle atmosphère on peut pour le moment faire des photos, parler, enregistrer des passants, et se déplacer même à Homs et dans ses alentours, dans la

semaine du 13 au 19 novembre 2011. Quand je ne donnerai pas précisément les noms de lieux et de personnes, c'est que je ne serai pas arrivée à transcrire les mots arabes, et/ou que mon matériel de journaliste très amateur était défaillant ou incomplet. Des cahiers, carnets et crayons font aussi l'affaire mais quand on écrit vite on a du mal à se relire… Vous pourrez compléter le plus souvent avec les autres textes et travaux d'autres rédacteurs, membres de notre groupe.

Nous sommes partis mardi 16 novembre en fin de matinée du monastère de Saint Jacques l'Intercis (voir : http://www.maryakub.org/), pour un rendez-vous à 13h chez le gouverneur de la région de Homs (équivalent d'un préfet de région ici). Nous avons pris l'autoroute venant de Damas et allant à Alep via Homs. Route bien asphaltée qui longe en partie les Monts de l'Anti-Liban : paysages arides avec ce jour-là de beaux nuages dans le ciel (photo 124). Froid. A mi parcours environ, nous faisons une halte sur le bas-côté, qu'on appellerait ici bande d'arrêt d'urgence. Le chauffeur nous indique qu'on peut acheter quelque chose à manger : il y a sur le bord de l'autoroute une sorte de petit abri sous lequel un jeune homme fait des pizzas dans un four traditionnel : la pizza est cuite sur la cendre (photo 185). Nous en achèterons dix parts pour l'équivalent d'un peu moins de trois euros. Exquises. Nous les mangeons tranquillement en bavardant avec le « pizzaiolo » : j'apprends que la pizza n'a pas été inventée à Naples mais ici en Syrie. A vérifier, puisque, là aussi, nous pourrions être victimes d'intoxication (pas alimentaire, du « régime »). Quelques uns d'entre nous s'éloignent de la route à la recherche d'un « petit coin ».

De l'autre côté de l'autoroute, une statue monumentale de Hafez El-Assad domine la colline (photo 186).

Arrivée à Homs[4][4], après environ 1 heure de route, à vitesse constante et tranquille ; pas le moindre barrage, pas le moindre check-point à photographier… Au grand rond-point de l'arrivée à Homs, où trône une autre statue d'Hafez al-Assad de taille tout à fait raisonnable par rapport à celle de l'autoroute, enfin un « check-point », mais plutôt pitoyable : quelques sacs de sable sur le bord de la route (qui ne la barrent pas), d'un mètre de hauteur environ, un petit drapeau effiloché planté dessus, et le portrait de Bachar al-Assad posé à côté (avec un petit bouquet de fleurs en plastique). Les trois ou quatre soldats qui sont censés faire un check-point nous font signe de nous arrêter (photo 132) : une voiture nous attend sur le côté qui va nous guider vers le rendez-vous avec le gouverneur. Trois ou quatre hommes en costume ou manteau, et cravate, sans doute des fonctionnaires ou membres du parti Baas, vont nous accompagner sans discrétion pendant toute l'après-midi à Homs. Pas d'escorte pour nous surveiller, nous protéger ni nous ouvrir la route qui de toutes façons est tout à fait ouverte : il y a de la circulation dans Homs à cette heure-là, mais pas d'embouteillage. Sur les trottoirs, vie apparemment banale de passants et enfants ou jeunes peut-être sur le chemin de l'école. La plupart sont seuls ou en petits groupes comme on peut en voir chez nous. Notre minicar n'attire pas l'attention. Nous ne traversons qu'une partie de cette ville qui est paraît-il très grande (plus d'un million et demi d'habitants) ; nous n'avons peut-être pas eu autant de temps pour circuler que Manon Loizeau, clandestine et guidée par les « insurgés », qui a déclaré sans peur du ridicule « nous ne voyons pas l'armée de Bachar al-Assad mais elle est partout ». Nous arrivons dans une villa sans barrage à l'entrée et, en apparence au moins, peu sécurisée par des troupes armées. Dans le hall de la villa, oui, forces de sécurité discrètes mais présentes. Qui restent à l'écart et bavardent de façon parfois bruyante, pendant l'entrevue avec le gouverneur Ghassan Abdel-Al et trois membres d'Eglises dont je n'ai pas noté les différentes obédiences ; l'un des trois sert d'interprète (photo 137).

On nous sert cafés et thés, et quelques biscuits. A la fin de la séance, une jeune femme vient nous servir un sandwich (très bien garni) et une boisson chacun, à emporter : pas de réception luxueuse mais une hospitalité chaleureuse.

Le gouverneur (arrivé après le début de la crise) résume la situation à Homs, depuis le début des événements. Je ne rapporterai ici de son intervention que la réponse à ma question, à la fin de notre débat : « Avez-vous dû fermer les écoles pendant les journées les plus dures de ce que les media européens

nous ont décrit comme une "insurrection" populaire ? Avez-vous dû fermer les services publics, et les marchés ont-ils pu continuer à être approvisionnés ? »

Réponse (extraits) :

« Les mouvements (des groupes armés) ont souvent eu lieu au moment ou juste avant l'ouverture des écoles (comme les premiers bombardements à Gaza, le samedi 27 décembre 2008, à 11h30, ndr) ; je ne peux pas du tout accepter que quiconque puisse arrêter ou troubler la vie de nos étudiants ; il y a eu des attaques, des troubles qui essayaient d'empêcher les écoles d'ouvrir, d'empêcher les enfants d'aller à l'école ; des coups de feu le matin pour jeter la panique, pour terroriser la population et contraindre les familles à garder leurs enfants chez eux. ; ils ont attaqué et brûlé 7 établissements scolaires.

[…] Le samedi (12 novembre) après la résolution de la Ligue Arabe, des gens ont manifesté pour dire qu'ils n'étaient pas d'accord » [avec sa position de ne pas faire intervenir l'armée ou les forces de sécurité contre les fauteurs de troubles ; les manifestants demandaient le déploiement de ces forces dans les rues et sur les toits des immeubles pour protéger la population].

« A Homs et district il y a 1630 établissements scolaires (vérification faite ensuite car mes notes me semblaient incertaines) [5][5] et une dizaine d'écoles ont dû être fermées pendant plusieurs jours, dans le quartier de [X] (je n'ai pas su transcrire le nom arabe) où ont eu lieu les plus gros troubles » ; cela nous donne une proportion de l'ampleur des troubles dans la totalité de la ville. « Le territoire de Homs équivaut à peu près à quatre fois la superficie du Liban ».

« Il y a eu 755 civils tués, 142 militaires (police et soldats, qui sont des conscrits), les listes des victimes (blessées, enlevées et tuées) sont à votre disposition (Mère Agnes-Mariam a recueilli ces listes, elle les fournit à qui les demandera et voudra bien les traduire de l'arabe).

Question d'un autre membre du groupe : qui sont les agresseurs ?

Réponse du gouverneur : « Pensez-vous qu'il soit possible de dire que c'est l'Etat qui tire sur ses citoyens en tant qu'Etat ? »

Intervention de l'archevêque de Homs (je n'ai pas noté son nom).

« […] Je voudrais commencer par parler des troubles fomentés par certains media : Al Jazeera, Al Arabya, et au Liban, et vous dire ce que j'ai vu de mes propres yeux.

Devant la porte de l'archevêché, dans le quartier ancien de Homs, j'ai vu un homme sur sa mobylette qui parlait avec un correspondant de Al Jazeera et qui disait "voilà je suis à Deraa et j'entends des coups de feu très forts". C'est notre gros problème : nous vivons surtout ces troubles médiatiques ; nous en tant que chrétiens, nous ne sommes pas isolés dans ce pays, nous existons, nous avons une histoire de 600 ans avant l'Islam et nous avons collaboré quand l'Islam est arrivé dans cette région, nous avons collaboré ensemble à faire l'histoire et notre civilisation. Je voudrais vous assurer que nous n'avons aucun complexe d'infériorité, ni de peur ni de phobie et que nous travaillons en toute liberté.

Le problème est arrivé ici et a touché tous les Syriens. En tant que chrétiens nous nous trouvons dans tous les domaines et fonctions publics.

Quand nous parlons de groupes armés, peut-être y a-t-il même des chrétiens faibles d'esprit qui font partie de ces groupes armés ? Nous avons eu des martyrs, des chrétiens victimes de ces groupes, et ces groupes armés ont fait courir le bruit que c'était des militaires qui ont tiré, alors qu'on nous a dit, à nous, on vous tue parce que vous collaborez avec le régime.

Les manifestations ont commencé par être calmes, puis avec des armes blanches, puis tout d'un coup (ce mot « tout d'un coup » est quelque chose qui revient dans tous les récits, partout, quels que soient les personnes que nous avons rencontrées, ndr) il y a eu des armes très sophistiquées, d'origine européenne, américaine (« des balles à un euro pièce » nous dira plus tard un militaire : « qui peut les payer ? »).

Il y a une absurdité : comment peut-on parler de manifestations pacifiques quand on voit toutes ces armes ? »

Intervention d'un opposant [6][6] présent à cette réunion, écrivain et poète, qui a participé aux rencontres consultatives du dialogue national, il parle en arabe.

« J'habite dans une rue où vivent plusieurs confessions ; nous n'avons jamais connu de conflits confessionnels ; nous nous demandons d'où est venue cette calamité confessionnelle. A ceux qui ne savent pas nous disons que ce sont les services de la Cia qui ont fondé ces groupes terroristes qui lancent leurs anathèmes.

La Cia a formé les groupes talibans en Afghanistan, les a exportés dans les régions qu'elle veut déstabiliser. Pourquoi ?

Le problème axial de cette région c'est le problème de l'occupation israélienne de la Palestine, de ceux qui veulent en Palestine une nation juive, qui agissent parallèlement aux USA et centres de décision européenne pour déstabiliser la Syrie sur des bases confessionnelles […].

J'attire votre attention sur le fait que les forces de l'ordre [ont eu] à affronter les manifestations sans aucun arme alors que nous citoyens demandions le contraire ». Je reviendrai sur les ordres de ne pas tirer sur les manifestants donnés par le président Assad, dans le récit fait par un sergent que nous avons rencontré le lendemain à Baniyas.

« Aujourd'hui la Syrie se construit par un rassemblement consultatif qui rassemble différentes factions politiques syriennes, c'est le président de la République qui l'a lancé. Il est allé plus haut que ce que les factions opposantes ont demandé. Accords 1) sur le multipartisme, 2) loi sur les élections générales, 3) loi pour la liberté de la presse, et d'autres lois traitant du multipartisme.

L'opposition n'est pas cohérente (homogène ? ndr) dans ses orientations ; elle a été créée par la Turquie et les services secrets de l'OTAN : c'est le Conseil national formé et proclamé à Istanbul (présidé par Burhan Ghalioun, ndr). Ceux-là refusent tout dialogue avec l'Etat. Mais il existe des forces d'opposition à l'intérieur (de la Syrie, Ndr) qui ont ouvert le dialogue avec l'Etat. Nous avons le problème de l'absence de fiabilité médiatique dans le monde. Les media qui sont venus et ont constatés les charniers de cadavres découpés à la scie sont retournés chez eux et n'ont pas montré ce qu'ils ont filmé. Nous sommes dans un ghetto médiatique, dans un blocus médiatique et nous supplions ceux qui ont au cœur justice et équité, et tendresse et compassion […] et qui oeuvrent dans le monde, de montrer la vérité. Nous ne voulons rien d'autre que la vérité ».

Nous quittons nos hôtes en fin d'après-midi pour nous diriger vers un quartier où se trouve une manifestation : les gens sont en rang le long du trottoir avec des jerricans vides, ils font la queue pour une distribution de mazout pour le chauffage. Ils refusent qu'on les prenne en photo. De là, nous rejoignons un groupe de manifestants qui réclament le départ du gouverneur à cause de son incapacité à faire baisser le prix du fuel et de son refus (pour le moment) de faire poster l'armée dans les rues et sur les toits pour protéger les habitants : la manifestation n'est pas hostile à Assad, ils ont aussi des portraits du président mais réclament le changement du gouverneur. Quand ils apprennent qui nous sommes, un

groupe nous emmène vers un petit hôpital de quartier (dispensaire ?) où nous rencontrons, dans un climat un peu confus, des rescapés blessés par les groupes armés ; ils montrent leurs blessures, racontent les embuscades : vous trouverez ces témoignages (en partie) dans les articles de nos collègues journalistes belges. Une femme médecin-anesthésiste arrive au bout d'une demi-heure peut-être, de chez elle où elle a été prévenue, et raconte ; elle montre la photo sur son portable d'une fillette de 3 ans assassinée, qu'elle a reçue en urgence à l'hôpital.

Un autre nous montre une vidéo qui circule sur Internet, postée par les groupes armés pour terroriser la population : pourquoi Manon Loizeau et M. Laroche-Joubert ne nous les ont-elles pas montrées, celles-là, d'images « volées » ? Filmée par les assassins, c'est l'égorgement d'un homme enlevé par les groupes armés : c'est insoutenable. Je ne regarde plus aucune de ces vidéos qu'on nous montre. Je m'éloigne et photographie la petite pharmacie du dispensaire (photo 151), pour le moment encore bien achalandée malgré notre embargo et nos sanctions. Combien de temps les patients du quartier trouveront-ils encore ces médicaments courants ?

A propos des effets, sur l'approvisionnement en médicaments et mazout, de l'embargo et des sanctions imposés grâce à nos régime européens, j'insère ici le courrier d'une Syrienne travaillant à Paris, jusqu'ici opposante au régime mais consciente des priorités actuelles d'union nationale, dont le père est mort d'un cancer cet été à Homs. Elle m'a contactée après avoir lu ma lettre Chemins de Damas : « le médicament qu'aurait dû tenter mon père, est fabriqué par Bristol-Myers Sqibb[7][7] qui pratique un embargo sur la Syrie, donc pas de médicament, et cette firme honorable, contrairement à Pfizer, n'accorde pas de médicament à usage compassionnel, ça ne fait pas partie de leur politique. (ordre d'idée du coût : 4300 euros/mois).

Il y a sérieusement une pénurie de mazout (contrebande) et d'électricité (la Turquie ne fournit plus), et s'ensuivront d'autres pénuries par voie de conséquences ».

Dehors, devant l'hôpital, des enfants et adolescents attroupés chahutent (photo 141). Il fait nuit dans Homs, et il fait froid, je monte m'abriter dans le minicar, je suis transie, choquée et vidée par ce que j'ai vu dans le dispensaire ; je n'attends plus qu'une chose, rentrer au plus vite au monastère, m'abriter dans la communauté. Qui pourtant est isolée.

Nous y arriverons sans problème par le même trajet que le matin, dans le trafic banal de la grand route, où l'on voyage nettement plus discrètement qu' « à moto à travers champs [et pleins phares], pour échapper à la surveillance des forces de la répression » (sic) (cf. reportages de Sofia Amara, M. Loizeau et Laroche-Joubert). J'espère que les téléspectateurs auront aussi relevé ces détails grotesques et incohérents.

Je me permets de dire au passage à Manon Loizeau de soigner davantage les détails de sa mise en scène : quand on doit courir pour échapper aux tirs de forces de sécurité qui vous traque[raie]nt, il vaut mieux enfiler les deux bretelles de son sac à dos, plutôt que de le porter négligemment en bandoulière. C'est plus commode pour courir et plus crédible et cohérent avec la bande sonore de la caméra qui la filme « courageusement » etc. Ces reportages « de guerre », faits à des tables de montage à Paris, sont cocasses si on ouvre bien les yeux et les oreilles. Les téléspectateurs et auditeurs perspicaces remarqueront (allez revoir les vidéos) le peu d'éléments précis donnés ; pas de dates notamment.

En partant de Homs, vers 19h environ, je remarque sur le bord de la route une femme avec une jeune adolescente qui s'apprêtent à traverser : elles sont chargées de cabas. Elles n'ont pas l'air d'être apeurées ; moi, je suis très étonnée de les voir marcher seules au bord de cette route de la banlieue de Homs, pas très éclairée…

A propos de la population de Homs, autre remarque par respect pour cette population qu'elle dit avoir rencontrée, mais aussi pour sa fiabilité de reporter du service public, concernant l' « exceptionnelle enquête journalistique en Syrie » et « grandissime (sic) reportage de Laroche-Joubert »[8][8] : il n'y a pas « 800.000 habitants à Homs »[9][9] mais 1.647.000[10][10].

Le soir au monastère, Agnes-Mariam nous montre une autre liste, fournie par les hôpitaux, liste complète des soldats et civils tués jusqu'au 23 oct. : 790 soldats et forces de l'ordre et 372 civils massacrés par des groupes armés. Non rapportée par l'ONU qui tient ses listes (non publiées) de l'Observatoire Syrien des Droits de l'homme, à Londres[11][11].

Massacrés signifie torturés, dépecés. Je ne donnerai pas les détails de ces atrocités. Je reprendrai par contre une phrase d'un des « révolutionnaires » qui a servi de guide à M. Loizeau « ils [les « shahibas », les « agents du régime »] tuent les gens comme des chiens » : chez les gens que nous avons rencontrés, rescapés ou familles des victimes, je n'ai jamais entendu ce mot, chien, ni pour rendre compte des massacres ni pour parler des agresseurs de leurs proches : mais par contre les termes sauvagerie, barbarie, terrorisme. Qui sont les « chiens » ?

Autre remarque linguistique à propos des images qualifiées de « volées » par nos reporters de guerre : journalistes ou pas, nous n'avons dans notre groupe « volé » aucune photo, aucune image ; les gens que nous avons interviewé l'ont fait en toute connaissance de cause de l'utilisation possible de leur témoignages, oral ou filmé. Que signifie alors « image volée » ? Dans un vol, le voleur généralement lèse ses victimes mais lui, ainsi que tous les receleurs qui en profitent ensuite jusqu'au sommet de l'échelle des complicités, tire bénéfice de son larcin.

Manon Loizeau, Martine Laroche-Joubert, Sofia Amara, de qui parlez-vous quand vous évoquez ces images volées -à qui, par qui et pour qui ?- que vous utilisez pour faire vos reportages ?

Et que penser de reportages de service public qui ne donnent la parole qu'à une des parties en présence -opposée au gouvernement- dans un pays avec lequel nous ne sommes pas (officiellement) en guerre ? Et où l'on qualifie l'armée régulière (et de conscription) de ce pays de « miliciens du régime » ? Voir la Charte de Munich[12][12].

Je vous parlerai la prochaine fois de notre visite le 17 novembre à des soldats rescapés d'une embuscade à Baniyas : 51 victimes dont 9 morts sur 105 soldats attaqués par 200 assaillants, à l'arme lourde.

m-a

Voir aussi :

Guerre médiatique

Mensonges et vérités sur la Syrie

Thierry Meyssan

http://www.voltairenet.org/Mensonges-et-verites-sur-la-Syrie

---

[1][1]Stéphane Paoli interviewe Manon Loizeau, « 3D », dimanche 27 novembre :

http://www.franceinter.fr/emission-3d-le-journal-la-syrie-et-le-tpi-tribunal-penal-international-un-tribunal-independant

http://www.franceinter.fr/player/reecouter?play=225365).

[2][2] Liens en fin de ma lettre Chemins de Damas, pour les émissions et articles de la RTBF et Libre Belgique.

[3][3] Journal de France 2 mardi 29 novembre à 20h, invitée sur le plateau M. Laroche-Joubert

[4][4] http://fr.wikipedia.org/wiki/Homs

[5][5] Selon les statistiques de 2008 du ministère de l'éducation, 1727 établissements scolaires (primaire et secondaire) à Homs, pour une population de 375.000 élèves, et 36.000 lycéens, sur une population globale de plus d' 1million et demi d'habitants. Informations fournies à ma demande par une amie syrienne à Marseille qui a interrogé des amis habitant à Homs. A vérifier si nécessaire.

[6][6] Email : aaalnaem@gmail.com

[7][7] "together we can prevail" …! http://www.bms.com/careers/Pages/home.aspx

[8][8] http://tvmag.lefigaro.fr/programme-tv/article/evenement/66123/grandissime-reportage-de-laroche-joubert.html

[9][9] Voir http://www.francetv.fr/info/au-coeur-de-la-revolution-syrienne_33819.html , à 1'41 du reportage.

[10][10] Statistiques de 2007 sur http://fr.wikipedia.org/wiki/Homs : j'avais entendu : 1,5 million environ.

[11][11] Voir article de C. Baulieu : extrait : « L'OSDH (le prétendu Observatoire Syrien des Droits de l'Homme) basé à Londres, donne quotidiennement un nombre de morts sans préciser le noms de ces victimes présumées, et n'indique jamais non plus s'il s'agit de forces de l'ordre. Un ex-correspondant d'Al Jazeera et actuel journaliste de la TV syrienne d'information continue, est parvenu à se procurer la liste d'une centaine de noms, liste dont il a entrepris la vérification auprès des familles et qui s'est avérée fausse (abandon des recherches après la quarantième personne) ». http://www.comite-valmy.org/spip.php?article2057

[12][12] http://fr.wikipedia.org/wiki/Charte_de_Munich

PENDANT QUE LES ESCADRONS DE LA MORT, ENTRAINES PAR L'IMPERIALISME ET ARMéS PAR L'ENTITE SIONISTE, SEVISSENT DANS LES QUELQUES REGIONS FRONTALIERES DE LA SYRIE, LES CONSCIENCES DES PEUPLES D'EUROPE SUBISSENT QUOTIDIENNEMENT LE MATRAQUAGE DES MEDIAS SOUMIS…
Lundi 28 Novembre 2011

En réponse, Liban Résistance publie sur cette page un des rares témoignages de femmes et d'hommes ayant récemment séjourné en Syrie
3-3 M-a patrizio : Chemins de Damas.
Chers amis,
Je reviens (samedi 19 novembre 2011) d'un voyage de 6 jours en Syrie, à l'invitation des Eglises d'Orient , autorisé par le gouvernement syrien, et, pour ma part, à la demande de Mère Agnes-Mariam de la Croix, dont j'ai fait la connaissance à la fin du mois d'avril 2011 après qu'elle a lu, sur le site du Réseau Voltaire, ma traduction du texte de D. Losurdo 'Que se passe-t-il en Syrie ?' .
La logistique a été assurée en coordination avec Thierry Meyssan et le Réseau Voltaire.
Prévu pour une 50aine de personnes au départ, et destiné prioritairement à des journalistes de la presse catholique, ce voyage n'a en définitive regroupé que 15 personnes arrivant de l'étranger : aucun français parmi les journalistes professionnels de la presse écrite ou radio-télévisée, mais : 5 belges, une journaliste venant de Madrid et un journaliste étasunien. Aucun membre de la presse française contactée n'a donc répondu favorablement et saisi l'occasion d'aller voir sur le terrain ce qui s'y passe. Paradoxe surprenant, alors que nos media ne manquent aucune occasion d'accuser la décision du « dictateur » Assad et de « son » régime d'empêcher les journalistes indépendants d'aller en Syrie. Nous pouvons donc témoigner aujourd'hui non seulement que des journalistes et contributeurs divers peuvent entrer officiellement dans ce pays, mais que certains de ceux qui se plaignent de la censure de ce régime sont aussi ceux qui refusent cette occasion extraordinaire quand elle leur est offerte : sous prétexte d'indépendance de la presse, ne pouvant pas entrer s'ils sont invités ?(!) La liberté ne serait-elle garantie que par la clandestinité dans un pays qu'on se hâte maintenant de déclarer en « guerre civile » ?

Les autres membres du groupe étions des représentants d'associations catholiques (Italie) ou des militants actifs sur Internet, pas (très) catholiques pour la plupart et avec - le moins qu'on puisse dire- des positions politiques hétérogènes.

Ce que je vous adresse aujourd'hui, taraudée par une urgence à rendre compte de ce séjour, n'est pas un reportage de journaliste, puisque je ne suis pas journaliste mais psychologue et traductrice, mais une lettre à des amis et camarades. Un témoignage, pour le moment partiel et non chronologique, de ce qui m'a frappée dès les premières heures passées dans ce très beau pays : l'ampleur incroyable, révoltante du mensonge que les media nous assènent ici sur la situation en Syrie. Mensonge en action et en omission, comme on dit. Ces notes seront suivies, ultérieurement, de récits détaillés de plusieurs séquences du voyage, représentatives de la situation actuelle, démontant et démentant l'intoxication époustouflante en cours depuis 8 mois sur les événements qui tentent de déstabiliser ce pays.

Avant tout, j'indique que les organisateurs nous avaient certes préparé un agenda chargé (et annoncé) mais pas obligatoire, bien sûr : chacun des membres de ce groupe a eu la possibilité d'assister ou pas - à visage découvert !- à tout ce qui était prévu, ou/et de quitter le groupe pour aller où il espérait aller, sans forcément avoir à dire où. Je dirai aussi que je ne connaissais pas la composition du groupe avant d'être sur place. Je n'ai constaté aucune entrave (à part des embouteillages monstres, même en Syrie, oui, même ces jours-ci) à une liberté de déplacement, ni aucune surveillance : je dirai même qu'à certains moments, je l'aurais presque appréciée, cette surveillance tant décrite et décriée ici.

Ne parlant pas arabe je me suis contentée (sans être jamais déçue) de rester dans le programme annoncé (et sans cesse bouleversé sous la pression des événements), y compris deux demi-journées pour faire un peu de tourisme. J'ai profité de ces moments d'inoccupation dans un programme dense et éprouvant, intellectuellement, moralement et physiquement, pour promener dans la ville de Damas, qui est superbe. Nous n'avons pas eu le temps de faire davantage d'escapades. A Saint Jacques le Mutilé (Qâra), nous n'avons eu que quelques heures (diurnes) pour promener dans et autour du monastère : j'y ai modestement participé à la fin de la récolte des olives (2 tonnes 4).

Je dirai donc en introduction : liberté, oui, de se déplacer et, en dehors de mon expérience du poste de frontière sur la route Beyrouth-Damas (que je relaterai plus tard sur le thème « que fait la police ? »), personne ne nous a jamais interrogés, ce qui s'appelle interroger, pas bavarder, sur notre présence et nos intentions. Les esprits supérieurs se gausseront : bien sûr, nous étions embedded… Je précise aussi à ce sujet que j'ai payé mon voyage , mais que je n'ai quasiment rien dépensé là-bas : une amie syrienne, ici, m'avait dit qu'il était de toutes façons impensable de payer quoi que ce soit dans l'hospitalité syrienne. Chrétienne ou autre.

La liberté de déplacement, pour la plupart d'entre nous y compris les journalistes professionnels, pouvait par contre se trouver limitée plutôt par un élément central et banal dans toute région du monde : parler ou pas la langue du pays, en l'occurrence l'arabe. Je pratique un anglais précaire, et les Syriens parlent parfois le français. Pour tous les déplacements et rencontres, spontanés ou organisés, je n'ai donc, de façon très intéressée, quasiment pas quitté une documentariste algérienne (résidant en France) qui a eu la générosité de (se) faire notre interprète, en plus de son travail (filmer et enregistrer). L'autre interprète inlassable était Agnes-Mariam de la Croix. Le lecteur inlassablement critique pourra dire qu'elles traduisaient ce qu'elles voulaient : évidemment. Les enregistrements (par les journalistes et documentaristes du groupe) faits en arabe avec traduction simultanée permettront de vérifier la fiabilité des traductions. Je dirai ici ma surprise que les rédactions qui ont envoyé leurs journalistes ne leur aient pas aussi adjoint les services d'un interprète, élément essentiel d'un travail annoncé comme indépendant (étant, nous, aliénés dans nos idéologies) dès l'arrivée sur le terrain.

Au monastère et dans certains déplacements, les Sœurs Carmel et Claire-Marie, et deux frères de la communauté, tous quatre francophones, ont rendu notre séjour beaucoup plus confortable y compris matériellement, logistiquement, et moralement. Merci à vous tous de votre présence chaleureuse, constante et courageuse qui a transformé notre séjour. Et à notre patient chauffeur, depuis Qâra, dans la province de Homs et à Banyas.

La vie, quotidienne, banale, qu'on perçoit dans la rue c'est la vie d'une population qui supporte un embargo et des sanctions : rien moins quand même qu'un « génocide lent » pour reprendre l'expression de Webster Tarpley. Sanctions qui, par des mécanismes bancaires dont je n'expliquerai pas ici la complexité des rouages, entraînent, entre autres choses, l'augmentation des prix des carburants nécessaires au confort domestique : pour se chauffer, notamment, et il fait très déjà froid, et humide, en Syrie ces jours-ci. Sans parler du reste des effets des sanctions, sur quoi nos interlocuteurs ne se sont pas attardés. Les gens continuent à vaquer à leurs occupations avec suffisamment de tranquillité (je parle de la rue, des souks, des marchés etc. à Damas mais aussi sur les routes, dans les campagnes) pour qu'on se sente à l'aise aussi bien dans des ruelles désertes à la nuit tombée, qu'aux souks, ou dans les fabuleux monuments désertés par les touristes, ou au restaurant. Restaurants sans aucun doute beaucoup moins fréquentés qu'en période touristique ou dans le train-train damascène traditionnel (mondain ou non). Il n'y a pas de visiteurs étrangers actuellement en Syrie et le commerce doit s'en ressentir considérablement. En dehors d'un déplacement dans Damas, en cortège de 5 limousines noires qui se voulait sans doute une courtoisie de la part du gouvernement (seule intervention logistique des services du régime), nous n'avons jamais été escortés, sécurisés, surveillés etc. Je l'affirme ici malgré les allusions que j'ai déjà lues dans d'autres commentaires, sans que leurs auteurs ne donnent de détails.

Je reviendrai plus tard sur ce convoi protocolaire pittoresque et cocasse dans le paragraphe « Que fait la police ? ».

On s'est même perdu plusieurs fois… Comme surveillance (et protection), j'imaginais (et aurais - bêtement ?!- espéré à quelques reprises) autre chose.

L'atmosphère de guerre civile que nous décrivent lourdement nos media, stipendiés par les nôtres de régimes, je ne l'ai pas trouvée (tant mieux) ; et je peux dire que certains membres de notre groupe l'ont vraiment cherchée, librement. Librement pouvant inclure le service recommandé par leurs directions éditoriales. Dire et écrire autre chose que cette simple phrase : « il n'y a pas de guerre civile en Syrie »,

relève du mensonge. Dire qu'il s'agit d'un début de guerre civile impliquerait que nous eussions assisté (de près ou de loin, ou par des témoignages) à des affrontements armés et significativement massifs entre des factions de la population, entre elles ou/et avec les forces de sécurité (armée, police etc.) ; la guerre civile n'oppose pas des groupes armés venus de l'extérieur à des soldats de l'intérieur. Dans ce cas cela s'appelle une agression militaire.

Nous aurons l'occasion de revenir sur l'équipement des « insurgés ». Les collègues journalistes qui ont déjà documenté ce voyage ont eux-mêmes reconnus la réalité, terrorisante, atroce dans ses méthodes, de ces incursions depuis l'étranger de bandes de tueurs. Et c'est après chaque témoignage sur cette terreur que j'aurais, pour ma part, bien aimée être parfois plus escortée et surveillée. Et protégée. Le fait que j'écrive aujourd'hui alors que notre voyage était évidemment connu et surveillé par les donneurs d'ordre, étrangers, des escadrons de la mort, est la preuve que, justement, pour le moment au moins, nous pouvions encore circuler en sécurité et sans escorte.

Les Syriens que j'ai rencontrés sont d'une extrême hospitalité : et c'est un pays où il est agréable de se promener même en ce moment, du moins dans Damas. Ailleurs, l'atmosphère que nous avons vécue n'était pas celle d'une tension palpable, mais c'est nous, de là où nous venions, qui étions parfois très tendus (à Homs, à Banyas) : sous l'effet soit de ce que nous venions d'entendre de la part de certains interlocuteurs, victimes des escadrons de la mort, soit sous l'effet de la propagande à laquelle il est difficile d'échapper en France, Italie, Espagne, USA, Belgique ; même quand on est critique par rapport à ces media. Et dans les villes de Homs et Banyas, où nous avons vu et entendu ces victimes et/ou leurs proches, civils ou militaires tués, il est évident qu'il valait mieux être prudent. Le groupe de quelques uns des envoyés spéciaux qui est retourné une deuxième fois à Homs, avec Agnes-Mariam, est même tombé en panne à la sortie (« 10 Kms ») de la ville, à la nuit tombée, et nous a raconté ça le soir, sans drame. Ils sortaient pourtant d'une visite à la famille d'un homme qui avait été enlevé et massacré par les terroristes.

Dans nos déplacements, il était facile de se faire repérer comme étrangers, que les passants soient ou non de ces agents des services de sécurité dont on nous parle tant ici, et qui doivent être très discrets et parfaitement formés car, s'il y en avait, on ne les a jamais vus, ni entendus. Ou bien sommes-nous, nous, de gros benêts endoctrinés (au sabre et au goupillon, n'est-ce pas) et aveugles.

Nous n'avons vu aucun touriste étranger de tout notre séjour. Donc, ma foi, nous avons eu quelque succès …D'autant plus qu'on se baladait avec appareils photos, caméras, carnets de notes etc. Les gosses demandaient (plus ou moins discrètement !) qu'on les prenne en photo ; et ceux qui n'étaient plus des gosses assumaient qu'on les enregistre, à l'improviste, et à visage découvert (eux et nous), donnant (et nous aussi) les noms, adresses etc. A l'opposé exactement de ce que nous a par exemple montré le reportage, diffusé par Arte, de Madame Sofia Amara (dont je vous recommande, pour avoir une idée de sa fiabilité, d'aller voir sur Internet quelles frasques elle a faites avant de se reconvertir avec un grand sens de l'opportunisme dans le prétendu reportage de vraie guerre humanitaire) .

Nous avons été le premier groupe de presse entré officiellement en Syrie depuis le début de l' « insurrection » : je dis officiellement pour signifier que les autres journalistes, ou prétendus tels, sont entrés (si on les croit, car on n'a quand même pas trop de preuves avérées de leur séjour dans le pays) clandestinement : on est en droit, donc, de se demander quelle indépendance ils ont par rapport aux escadrons de la mort qui sévissent dans certaines villes et régions proches des frontières -c'est plus facile pour le moment- où sont établies leurs bases arrières.

Les véritables opposants au régime se déclarent, afin de faire connaître leurs revendications : parmi lesquelles l'ouverture, officielle, assumée, à la presse étrangère.

Depuis qu'a commencé la tentative de déstabilisation du pays, il me semble évident que le « régime » a intérêt à contrôler ceux qui entrent : il y a assez de bandes de tueurs qui s'infiltrent sans, en plus, avoir la

stupidité de laisser venir n'importe qui, sous prétexte de prouver -à des gens qui ne veulent de toutes façons rien en savoir- qu'on ne serait pas un régime dictatorial.

Le mot qui revient toujours quand les gens vous abordent c'est « Welcome » ; il paraît que c'est une tradition en Syrie. Mais cette tradition a en ce moment une tonalité particulière pour le visiteur, avec tout ce que les Syriens entendent venant de nos pays : car, eux, ils ne regardent pas que les chaînes de nos media dominant la désinformation. Ils regardent et savent ce que nous on entend mais ils regardent aussi d'autres chaînes, indépendantes : celles n'appartenant pas aux monarchies (libres…) du Golfe. Et ils ont des moyens d'information pour se faire leur propre idée ; d'autant plus, évidemment, que eux sont sur place, à la différence des journalistes ici qui répètent, sans se déranger sur le terrain, ce que leurs rédactions leur commandent.

Dans la rue donc, après vous avoir dit Welcome les passants vous disent souvent We love Assad et, si vous vous présentez comme français, Sarkozy (et parfois Joupé) bad, bad en faisant le geste (sans équivoque), de celui qui écrase quelque chose sous son talon : et ils appuient bien fort, bien franchement. Propagande ? Alors ils sont une majorité, chez les jeunes surtout, à être complètement intoxiqués et aveuglés par le régime : à ce degré de masse, ça deviendrait une dictature populaire… Question à propos du niveau d'information des passants dans les rues de la « dictature » syrienne et chez nous où règne la liberté de la presse et d'opinion etc. : qui, ici, pas dans la rue mais même chez les gens informés, connaît le nom du ministre syrien des affaires étrangères ?

Pour le lecteur perplexe, je précise que je parle ici non pas seulement des gens rencontrés dans les rendez-vous organisés (embedded, n'est-ce pas) mais dans la limite de 6 journées : dans les rues de Damas, avec des passants qui faisaient leurs courses ; sur les routes, lors des haltes imprévues ; dans les rues de Homs, où nous avons débarqué après avoir été reçus par le gouverneur avec des représentants des hiérarchies chrétiennes et deux membres de l'opposition présente dans le pays. Tous donnant leurs noms et téléphones et acceptant d'être filmés et enregistrés : pour eux, tous, aussi, mise en scène du régime ? C'est possible mais alors la comédie était déjà assez critique contre le régime : digne de passer chez nous dans certaines émissions un peu plus indépendantes que la majorité des autres.

Et dans tous les cas, et même pour les deux personnes de l'opposition rencontrées à Homs, il y avait une distinction entre la critique du régime, dont ils pensent qu'il doit être largement et profondément réformé -avec leur participation- et celle du président Bachar al Assad : tous les gens que nous avons rencontrés, spontanément, pseudo-spontanément si la Syrie est totalement contrôlée par les services de sécurité, ou de façon partisane (par exemple certains membres du Parti Baas, dont il était inutile qu'ils nous disent qu'ils étaient membres du parti : c'était évident), tous ont fait cette distinction : apparemment, dans tous les avis que j'ai entendus (y compris avec ma voisine syrienne dans l'avion, installée à Paris depuis plusieurs années, à qui j'envoie ce texte), le président Bachar Al Assad est à l'écart, personnellement, de la masse des critiques. Exceptionnalité d'un régime dictatorial qui serait assez soudé et généreux pour laisser le chef à l'abri et prendrait sur lui toutes les critiques ? Ceci est une des composantes les plus surprenantes pour moi du mensonge époustouflant et grossier des media ici, qui désignent Bachar Al Assad comme un dictateur haï par la population.

Dans ce que j'ai entendu -toujours dans les deux sortes de rencontres : programmées et imprévues- de la critique contre le régime, ce qui revient le plus souvent et avec force est : la bureaucratie, la corruption, l'absence de liberté de parole : critiques, toutes, que nos interlocuteurs attribuent au régime instauré par le père de Bachar mais qu'ils sont prêts à ajourner face à la seule urgence : défendre leur pays, la nation, contre l'agression étrangère. Défendre leur société, leur civilisation, dont ils ne cessent de dire avec fierté qu'elle est plurielle depuis longtemps et que c'est ce qui fait sa solidité. Nous avons rencontré (de façon organisée, oui, annoncée et assumée comme telle) pas mal de chrétiens, mais pas seulement : tout le monde est d'accord sur ce point : ils parlent avant tout en tant que citoyens syriens, pas comme membres de telle ou telle religion, ou association ou parti : même s'ils ont l'honnêteté d'annoncer la couleur -et dans le clergé des églises orientales, souvent éclatante, la couleur !

Ce qui revient toujours aussi c'est la désignation précise de leurs agresseurs véritables, hors du pays : monarchies du Golfe, Qatar, fondamentalistes et capitalistes au service des USA et Israël. Désignés nommément et dans une analyse politique sans faille. Tous témoignages et déclarations (à quelques rares exceptions près) à visage découvert. Nous y reviendrons.

Le dimanche matin (13 novembre 2011) nous avons assisté à la fin d'une manifestation gigantesque : déclenchée par la décision, samedi 12 novembre , de la Ligue Arabe (disons plus clairement : Ligue des Arabes du Golfe) de suspendre la Syrie de sa qualité de membre : les citoyens syriens que nous avons rencontrés étaient partagés entre la consternation et la révolte.

Nous arrivons dans une des grandes artères de la ville quand la manifestation est terminée ou presque : nous allons rester sur le terre-plein séparant les deux voies environ deux heures durant, pendant qu'une partie des manifestants quitte le cortège (par une des trois voies d'évacuation possible) : pendant ces deux heures de retour de manif, nous voyons passer des gens souvent souriants, en famille majoritairement, ou par groupes de jeunes qui viennent parler avec nous : toujours les mêmes mots (voir plus haut) et slogans scandés ici gaiement (voire en dansant). Les filles qui se donnent le bras en léchant leurs chupa chups : allures de kermesse, parfois.

Même sans comprendre l'arabe, on identifie assez rapidement un phonème : repérable car il revient sans cesse marteler les interventions des passants ou des orateurs encore au micro, dans ou hors des restes de cortège : Syria (prononcer : Souria). Et je suis frappée aussi par la gravité des jeunes quand ils s'immobilisent pour chanter l'hymne national. Pas parce qu'ils ont gagné un match de foot ; pour défendre leur nation. Embrigadés ? Mais alors, quelle est la proportion dans la population globale, de ces gens qui descendent dans la rue, pas pour écouter en rangs un discours de propagande bien formaté, mais vivants : dansant, chantant, riant, posant pour la photo ? Sous la contrainte ?

Ce dimanche-là, à Damas, alors que la Syrie venait d'être mise au ban de la Ligue Arabe, j'ai reçu une leçon sur les termes : patrie, patriotes. Qu'ils revendiquent (très majoritairement apparemment) ou pas leur admiration pour Bachar Al Assad, tous ceux qui sont là, dans les rues de Damas (et ce sera constant dans toutes nos rencontres spontanées ou organisées) sont avant tout des patriotes, c'est leur nation qu'ils défendent.

Ces salves de slogans (dont ceux « pro Assad »), quelle que soit la réalité de ce pouvoir que je ne connais pas (encore), ont été un des moments impressionnants de ce voyage. Elles avaient une force et une beauté qu'on n'entend pas (plus ?) dans nos pays gavés de libertés d'expression, de droits de parole etc. : celles de l'unité d'un peuple qui est debout, conscient de ce qu'il risque de perdre.

Ces premières impressions seront complétées par des comptes-rendus plus circonstanciés et précis, sur ce que j'ai vu et entendu : impressions, observations non impartiales ? Qui prétend l'être ? Le ministre français des Affaires étrangères qui veut « sauver par des couloirs humanitaires des populations civiles », ingérences qui le conduiront peut-être un jour devant la CPI, avec ses chefs de bande de l'Elysée et Matignon, pour complicité de crime de guerre (assassinat de prisonniers de guerre : Kadhafi, entre autres) et crime contre l'humanité (embargo génocidaire) ? Bernard-Henri Lévy ? Je me limite dans cette lettre à la dénonciation du mensonge, pas à celle de l'obscénité.

« Nous [Syriens, de tous bords] sommes dans un ghetto médiatique, blocus médiatique et nous supplions ceux qui ont la justice, l'équité [au cœur] et qui oeuvrent dans les media de montrer la vérité. Nous ne voulons rien d'autre que montrer la vérité », nous a dit un des représentants de l'opposition à Homs .

J'ai lu, vu et entendu depuis mon retour, quelques reportages de nos collègues envoyés spéciaux, présents avec nous en Syrie. « Une part de vérité » annonce l'un d'eux, ménageant l'éventualité de ne pas avoir « tout » vu dans ce « voyage bien balisé par le régime en place mais malgré tout utile ». Ne peut-on entendre aussi dans ces quatre mots un effet du retour d'autres parts de vérité, perçues mais

refoulées ? Les auteurs auront leurs raisons, multiples. Mais, fut-ce dans l'équivoque d'un titre, cette autre part peut resurgir, et, à l'insu de l'auteur, produire des effets. On a des précédents fameux dans la région : tel ce fonctionnaire de police zélé au service des occupants impérialistes de l'époque, terrassé (par quoi ?) sur le chemin de Damas. Avec vingt siècles d'effets, en tous genres.
Pendant qu'il en est encore temps, nos directeurs de rédaction occidentaux -européens, étasuniens, israéliens, impérialistes, détenteurs d'armes de distraction de masse - ne perdraient rien à faire un peu d'histoire : la Syrie est un livre rare, à cet égard, et je crois que ses habitants défendent davantage cette richesse là que leurs puits de pétrole.
m-a patrizio,
Damas 19 novembre - Marseille, 24 novembre 2011

http://libanresistance.blogspot.com:80/2011/12/pendant-que-les-escadrons-de-la-mort.html

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières,les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19